

Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

17 novembre 2016



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(9 articles)

LesEchos
LE JOURNAL DE L'ÉCONOMIE

jeudi 17 novembre
2016

Les collectivités locales freinent les embauches (453 mots)

Il aura fallu dix lois et 3,6 milliards d'euros de baisse annuelle de dotation de l'Etat p...

Page 9

Le Parisien

jeudi 17 novembre
2016

La reprise d'emploi est en hausse dans l'ouest du département

(291 mots)

économie Par Mickaël Sazine C'est une nouvelle encourageante pour l'Oise. Une hausse des « ...

Page 10

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

FO MTM (ex-Deprecq) ira aussi chez Xavier Bertrand, vendredi

(261 mots)

VALENCIENNOIS. Fabien Roussel ne sera pas le seul à aller rencontrer Xavier Bertrand (en fait son directeur de cabinet), ve...

Page 11

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

Eiffage investit 10 millions à Verquin et va créer une centaine d'emplois (420 mots)

PAR ELSA LAMBERT-LIGIER bethune@lavoixdunord.fr VERQUIN. 110 millions d'investissement 9,5 millions seront consacrés à des ...

Page 12

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

L'Imprimerie industrielle du Douaisis met la clef sous la porte

(534 mots)

Par Bertrand Bussiere douai@lavoixdunord.fr Douai. Silence de mort dans l'atelier, au 52, rue des Glacis à Douai. Jusqu'à l...

Page 13

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

Une seconde société: Job A4 (159 mots)

Pierre Guillermin a-t-il assuré ses arrières en immatriculant, en 2012, à Lille, la société Job A4 (97 800€ de chiffre d'af...

Page 14

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

Des salariés sur le carreau (202 mots)

Jean-Pierre Fusier, 52 ans, dont 27 années passées à l'Imprimerie industrielle du Douaisis, n'a pas attendu de recevoir sa ...

Page 15

Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale

jeudi 17 novembre
2016

Cœur de Vie, l'exemple à suivre ? (448 mots)

Le stationnement, les loyers, aides financières. Les foyers de discorde se multiplient lorsqu'il s'agit de contenir la dese...

Page 16

Les dossiers qui avancent (232 mots)

Outre le réaménagement complet de la place Albert 1er autour du théâtre (déplacement de la gare de bus et modification du r...

Page 17

VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO.. (1 article)

Une campagne pour faire aimer l'Europe (235 mots)

Région. C'est l'une des réponses à l'eurosepticisme et aux Britanniques ayant choisi de quitter l'Union. Une campagne orch...

Page 19

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT... (3 articles)

Si cher canal Seine-Nord... (550 mots)

Il y a comme ça des silences qui ne disent rien de bon. Celui observé ce mercredi par l'ensemble des participants à la réun...

Page 21

Gare aux changements d'horaires des trains SNCF (396 mots)

Creil Par Florent Hélaine Usagers du rail, la réunion prévue ce soir en gare de Creil devrait vous inté...

Page 22

Une régularité qui laisse toujours à désirer (139 mots)

Cette réunion en gare de Creil sera aussi l'occasion pour les usagers d'exprimer leurs griefs. Il sera évidemment question de la rég...

Page 23

VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL (2 articles)

L'Europe freine (temporairement) le développement du port industriel (401 mots)

PAR MATTHIEU DELCROIX lambersart@lavoixdunord.fr WAMBRECHIES. «Ce contretemps ne nous arrange vraiment pas.» Ce jour-là, su...

Page 25

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

Des riverains encore dans l'attente (266 mots)

Le report du lancement du chantier ne va pas faire des heureux du côté de la rue d'Ypres... En juin, quinze riverains ont a...

Page 26

VP8 - CULTURE

(3 articles)

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

L'Institut du monde arabe-Tourcoing ouvre ses portes aujourd'hui (519 mots)

PAR ANNE COURTEL tourcoing@lavoixdunord.fr Tourcoing. 1 Pour le bâtiment. Même si vous n'êtes pas tourquennois, même si vo...

Page 28

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

«L'union sacrée autour de ce projet est importante à souligner»

(299 mots)

- C'est important d'être à Tourcoing aujourd'hui? «Oui. D'abord parce que j'aime cette région, où j'ai été élu, notamment a...

Page 29

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

Schumann à l'ONL, épisode 2 : piano, violoncelle, orchestre

(244 mots)

LILLE. Au top départ, les cordes sont en mode pizzicati (pincées) avant de laisser le piano entrer dans la partition. Ici, ...

Page 30

VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(4 articles)

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

Comment porter secours aux très petites entreprises en danger

? (253 mots)

Par Yannick BOucher economie@lavoixdunord.fr Région. Chaque Banque de France dispose désormais d'un correspondant TPE pour ...

Page 32

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

Bientôt l'heure du vote (270 mots)

Leur part dans la population active de la région est loin d'être négligeable, mais leurs voix ne portent que très peu. Sur ...

Page 33

LE FIGARO

jeudi 17 novembre
2016

Après le Brexit, l'attractivité de la France mise à mal par les députés (1065 mots)

BUDGET 2017 Pour Paris, la bataille s'annonce compliquée ! En ce moment, les grandes capitales européennes rivalisent...

Page 34

LE FIGARO

jeudi 17 novembre
2016

Des rustines pour pallier les faiblesses structurelles (535 mots)

DÉCRYPTAGE Marie Visot mvisot@lefigaro.fr Le gouverneme...

Page 36

VP11 - LYCÉES

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

Le lycée professionnel a obtenu 100% de réussite au bac pro commerce! (223 mots)

seclin. Pour la proviseur, cette cérémonie est l'occasion de mettre en valeur les élèves qui ont quitté le lycée profession...

Page 38

Le Monde

jeudi 17 novembre
2016

Les lycées de ZEP, un chantier en souffrance (966 mots)

C'est une petite bombe à retardement qui -explose. Un chantier que le ministère de l'éducation nationale a laissé en sommei...

Page 39

VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(5 articles)

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

Axelle Lemaire, secrétaire d'État au numérique, attendue vendredi pour parler Internet très haut-débit (389 mots)

ARLEUX-EN-GOHELLE. «Aujourd'hui, un bon débit Internet conditionne le choix d'une maison». Comme de nombreux maires en zone...

Page 42

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

La fibre optique déployée en Pévèle-Carembault à partir de fin 2017 (418 mots)

Par Marie Vandekerkhove villeneuedascq@lavoixdunord.fr Pévèle-Carembault. Premières servies: Camphin-en-Pévèle, Louvil, Cy...

Page 43

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

Un chantier à 900millions (177 mots)

Le particulier n'aura rien à déboursier pour l'installation (coût moyen, 360€) mais devra s'acquitter d'un abonnement à l'op...

Page 44

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

Migrants: Ville et État s'affrontent en justice autour du mur anti-intrusions (484 mots)

PAR MARIE GOUDESEUNE calais@lavoixdunord.fr CALAIS. 1Un mur «inutile» Pour Maître Balaÿ, qui représentait la Ville, ce mur ...

Page 45

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

Au fil de l'audience... (348 mots)

- La Ville veut faire cesser le chantier. La Ville a déjà tenté à deux reprises d'empêcher la construction du mur. Mais ses...

Page 46

POLITIQUE RÉGIONALE

(3 articles)

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

Onze mois après son élection, les élus dressent le bilan de Xavier Bertrand (244 mots)

Page 48

Hondeghem. Onze mois que Xavier Bertrand a été élu à la présidence du conseil régional. L'occasion déjà de faire un bilan. ...

**Courrier
picard**

jeudi 17 novembre
2016

Olivier Jardé suspendu de l'UDI (229 mots)

Page 49

Dans un courrier du secrétariat général de l'UDI, daté du 15 novembre, Olivier Jardé, ex-député et élu d'Amiens Métropole,...

**Courrier
picard**

jeudi 17 novembre
2016

Le Pen choisi Hansen-Catta mais pas Briffaut (246 mots)

Page 50

AISNE Le Pen choisi Hansen-Catta mais pas Briffaut La candidate du Front national pour la présidentielle de 2017 a dévoilé ...

POLITIQUE NATIONALE

(10 articles)

Le Monde

jeudi 17 novembre
2016

La chasse décomplexée (3903 mots)

Page 52

En moins de trois mois, il est devenu la coqueluche des politiques parisiens. A droite comme à gauche, on se l'arrache. Dep...

Libération

jeudi 17 novembre
2016

Xavier BERTRAND, pas pressé de se mouiller dans la primaire de droite

Homme libre et indécis Xavier Bertrand n'est pas chaud pour se mouiller dans la primaire à droite. Le président de la rég...

Page 57

LA VOIX DU NORD

jeudi 17 novembre
2016

Alain Juppé, le dernier round du vétéran (796 mots)

Page 58

PAR SANDRINE ARRESTIER sports@lavoixdunord.fr FRANCE. «Je ne le regarde pas, il ne me regarde pas.» La Busserine, quartiers...

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

jeudi 17 novembre
2016

Le Maire essaie de limiter la casse (689 mots)

Page 59

Le « renouveau ». Un mot qu'il aura martelé durant toute la campagne. Un s...

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

jeudi 17 novembre
2016

La baisse de la CSG, une mesure phare pour se démarquer (458 mots)

Page 60

La baisse de la CSG Nicolas Sarkozy propose une baisse de 10 % de l'impôt sur le revenu ? Bruno Le Maire, lui, cherche à se différencier ave...

Aujourd'hui en France

jeudi 17 novembre
2016

« Il faut dialoguer avec le FN » (699 mots)

Propos recueillis par Charles De Saint-Sauveur et Charles Sapin Jean-Frédéric Poisson, président du ...

Page 61

Aujourd'hui en France

jeudi 17 novembre
2016

« Redonner du temps » (144 mots)

« Je fais en sorte que le chef de l'Etat ne se mêle pas du boulot du Premier ministre, comme c'est le cas depuis trop longtemps, le tout sur la b...

Page 63

Aujourd'hui en France

jeudi 17 novembre
2016

« Rétablir le service national » (96 mots)

« Je veux rétablir le service national pour tous, d'une durée de dix mois. Il serait militaire et sur la base du volontariat pour 10 % d'une clas...

Page 64

l'Humanité

jeudi 17 novembre
2016

Le Pen veut importer le modèle Trump (779 mots)

Marine Le Pen inaugurerait hier son local de campagne parisien, dans la très chic rue du Faubourg-Saint-Honoré. Entourée d'un...

Page 65

LesEchos

jeudi 17 novembre
2016

Macron rêve de débloquer le système politique (754 mots)

Le ton était solennel, la mise en scène soignée, le lieu méticuleusement c...

Page 66

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

Les collectivités locales freinent les embauches

Selon le baromètre RH des associations d'élus locaux, 53 % des collectivités comptent ne pas remplacer tous les départs prévus.

Il aura fallu dix lois et 3,6 milliards d'euros de baisse annuelle de dotation de l'Etat pour infléchir la culture du recrutement des collectivités locales. D'après la deuxième édition du baromètre RH publié mercredi par l'Association des maires de France et d'autres représentants des collectivités, plus de la moitié des collectivités territoriales (53 %) envisagent dorénavant de ne pas remplacer tous les départs en retraite prévus, soit une progression de 9 points en un an. Ce sondage a été réalisé par CSA qui a interrogé 816 collectivités locales et établissements publics (8 régions, 22 départements, 620 communes, 19 communautés d'agglomération, 147 communautés de communes).

Les collectivités cherchent plus que jamais à enrayer la hausse de leurs dépenses de personnel. En légère augmentation, la proportion d'administrations locales qui enregistrent une stabilité de leurs dépenses en 2016 atteint 53 %. Davantage de collectivités parviennent même à réduire leurs frais de personnel (13 % contre 9 % dans le baromètre de 2015). Trois quarts d'entre elles relient les changements de pratiques RH à la baisse des dotations de l'Etat. Plus de la moitié stigmatisent aussi les surcoûts sociaux générés par la réforme des parcours professionnels même si une propor-

tion étonnamment haute (37 %) défend cette réforme jugée « pertinente ». Tout aussi étonnant, seule une collectivité sur quatre estime que la réforme territoriale a eu un impact sur sa gestion du personnel, ce qui traduit « une difficulté d'anticipation des conséquences RH de la réforme », en particulier dans les petites communes. Les associations d'élus pointent, elles, plus d'une dizaine de lois qui ont bouleversé depuis 2010 la gestion des ressources humaines des collectivités.

Les élus locaux n'ont pas pour autant renoncé à recruter. La part d'entre eux prévoyant d'embaucher en 2017 a même augmenté de 5 points en un an à 23 %. Mais seuls 16 % d'entre eux (contre 20 % en 2015) justifient ces recrutements par des créations de postes. Le baromètre publie à ce sujet la variation du nombre d'offres d'emploi par métier au regard de laquelle le secteur de la prévention et de la sécurité a bondi de 22 %, révélateur des nouvelles priorités des élus locaux. Reste à savoir dans quelles proportions les changements de pratiques RH des collectivités se traduiront par une maîtrise de l'augmentation des effectifs des fonctionnaires territoriaux et des contractuels, ininterrompue depuis des décennies. ■

par Matthieu Quiret

Les effectifs de la fonction publique territoriale

En milliers



« LES ÉCHOS » / SOURCES : INSEE, SIASP



La reprise d'emploi est en hausse dans l'ouest du département

En un an, un peu plus de 11 300 Oisiens ont retrouvé un travail. Une embellie qui profite au Beauvaisis et à Méru.

Économie

Par Mickaël Sizine

C'est une nouvelle encourageante pour l'Oise. Une hausse des « reprises d'emploi » – personne au chômage retournant sur le marché du travail – a été constatée sur un an dans le département, selon les dernières statistiques publiées par Pôle emploi. En un an, un peu plus de 11 300 Oisiens ont ainsi retrouvé un travail. Ces chiffres sont portés par le Beauvaisis (2 749 reprises d'emploi, + 6,5 % par rapport à la période précédente) et par la région de Méru (941, +18,8 %). On observe toutefois une stagnation dans le sud Oise et sur le Plateau picard (à peine 6 000 personnes cumu-

lées, soit +0,1 %). Et même un recul dans le Compiégnois (2 591 reprises d'activité, -1,1 %).

« L'Oise profite de l'embellie nationale, souligne Charles Locquet, conseiller départemental (LR) chargé de l'entreprise et de l'artisanat. Méru profite de sa situation géographique proche de l'Ile-de-France et plusieurs indicateurs étaient au vert dans le Beauvaisis. » Ce secteur a en effet connu, ces dix-huit derniers mois, l'ouverture du centre commercial Jeu-de-Paume, d'un Leroy Merlin et du call-center Tersea, vecteurs de près de 250 emplois. Quant aux résultats plus modestes du Compiégnois, ils sont à relativiser selon Michel Foubert, conseiller régional (LR)

et adjoint à la mairie de Compiègne. « Ce n'est pas une zone déshéritée en matière d'emploi, d'où ces chiffres. Mais il faut continuer à travailler et le dispositif Proch'emploi nous y aidera », assure-t-il. La cité impériale compte en effet 4 000 demandeurs d'emploi, contre 7 000 à Beauvais.

Globalement, les Hauts-de-France affichent la plus forte hausse du nombre de retours à l'emploi du pays, avec une augmentation de 5,4 % (85 600 personnes), devant la région Auvergne Rhône-Alpes (4,4 %, 118 200 individus) et l'Ile-de-France (4,1 % pour 160 200 personnes). ■



FO MTM (ex-Deprecq) ira aussi chez Xavier Bertrand, vendredi

VALENCIENNOIS. Fabien Roussel ne sera pas le seul à aller rencontrer Xavier Bertrand (en fait son directeur de cabinet), vendredi. Christophe Lefebvre, le directeur du site et FO participeront à ce temps d'échange. FO avait également fait une demande de rendez-vous pour les élus FO du comité d'entreprise de MTM avec les directions d'Alstom et de Bombardier. Mardi, l'équipe FO de MTM a rencontré Christophe Gourlay, le directeur d'Alstom Petite-Forêt. «FO se félicite de la qualité des échanges. La situa-

tion inquiétante de MTM a été abordée de façon très constructive et nous avons eu confirmation de certaines commandes d'Alstom», rapporte Vincent Jozwiak. La direction de Bombardier a donné son accord de principe pour une rencontre. FO ferroviaire ne s'est pas rendu à Paris, mardi, au siège du Syndicat des transports d'Ile-de-France. Vincent Jozwiak se félicite de la bonne nouvelle apportée ce matin-là soit la commande de 52 Franciliens à Bombardier mais il continue de marteler que «des menaces pour l'emploi

existent toujours notamment au niveau de l'ingénierie de Crespin. Un gros plan de restructuration est en effet en cours dans le groupe et les salariés restent inquiets». Évidemment, tous les regards sont actuellement tournés vers «la confirmation de l'indispensable commande du RER nouvelle génération», cette manne de 3,5 milliards d'euros qui assurerait de la charge aux deux donneurs d'ordre du Valenciennois. VÉ. B. ■



Eiffage investit 10 millions à Verquin et va créer une centaine d'emplois

PAR ELSA LAMBERT-LIGIER
bethune@lavoixdunord.fr
VERQUIN. 110 millions d'investissement
9,5 millions seront consacrés à des
travaux de requalification et de mo-
dernisation du site de Verquin. Un
bâtiment centenaire, qui abritait les
machines et les ateliers des fosses 8
et 8 bis de l'ancien carreau de mine
de Verquin, sera entièrement réhabi-
lité. 3000 m² de bureaux y seront
créés et 3000m² d'un bâtiment des
années 1980 regroupant diverses ac-
tivités régionales seront remis à neuf.
Ces bâtiments rénovés s'ajouteront
aux 16000 m² des bureaux, ateliers et
magasins existants sur ce site de
90000m². Enfin, 500000 € sont pré-
vus pour les voiries et les réseaux di-
vers. 2Pourquoi Verquin? Verquin
était le siège social mondial de Nore-
lec, un des piliers historiques
d'Eiffage. Eiffage énergie conforte

ainsi son ancrage dans la région. Il
emploie 700 personnes à Verquin,
dont 400 sur le site et 300 sur chan-
tiers qui dépendent de cinq filiales:
Eiffage énergie transport et distribu-
tion, Eiffage énergie ferroviaire, Eif-
fage énergie systèmes ferroviaires,
Eiffage énergie électronique, Eiffage
énergie industrie Nord. À Verquin,
on trouve aussi la direction des sys-
tèmes d'information du groupe et les
collaborateurs d'Eiffage énergie ges-
tion et développement. 3Des emplois
créés Une centaine d'emplois en CDI
sont annoncés d'ici cinq ans. «Des
emplois hautement qualifiés en
montage, installation, bureaux
d'études et ingénierie spécialisée»,
précise le service communication
d'Eiffage énergie qui ajoute que les
travaux du futur siège vont créer une
activité supplémentaire pour les
équipes d'Eiffage construction, Eif-

fage énergie tertiaire et Eiffage éner-
gie thermie. 4 Quelle activité? Eiffage
énergie transport et distribution est
une filière spécialisée dans le do-
maine de la très haute tension.
L'entreprise réalise des lignes et
postes haute tension et des activités
industrielles (centrales électriques,
équipements aéroportuaires...) en
France, dans les DOM-TOM et aussi
dans de nombreux pays africains. Ses
clients ? EDF, RTE, la SNCF... Le
chiffre d'affaire de cette filiale est de
160 millions d'euros. 5Le calendrier
La 1re pierre du futur siège d'Eiffage
énergie transport et distribution sera
posée le 2décembre, en grande
pompe. Treize mois de travaux sont
prévus. Le futur siège serait donc être
opérationnel à compter de la fin de
l'année 2017. ■



L'Imprimerie industrielle du Douaisis met la clef sous la porte

Par Bertrand Bussiere douai@lavoixdunord.fr Douai. Silence de mort dans l'atelier, au 52, rue des Glacis à Douai. Jusqu'à l'odeur d'encre envolée avec les espoirs du patron de l'Imprimerie industrielle du Douaisis, Pierre Guillermin. «Ce n'est pas très glorieux d'arrêter. Mais c'est mieux comme ça car ça jouait sur ma santé», dit-il. Avant Pierre Guillermin, il y eut son père, Germain, à la tête de cette imprimerie feuille à feuille, créée en 1973, employant quinze salariés avec le patron, spécialisée dans les carnets, liasses, brochures... Son marché: celui des entreprises, notamment les transporteurs routiers, «des grands groupes et des multinationales installées en régions parisienne et lyonnaise», précise Pierre Guillermin, à la tête de l'imprimerie depuis 1996. Certes, la société n'était pas au mieux. Placée en redressement judiciaire en novembre 2013, elle a bénéficié d'un plan de continuation un an plus tard. «L'imprimerie tournait en

sous-régime, reconnaît son dirigeant. Mais on a du crédit en banque. Avec un coup de pouce financier, ça passait.» Non, si Pierre Guillermin était devant le tribunal de commerce, hier matin, pour demander la radiation de la société c'est, dit-il, parce qu'il ne supporte plus d'avoir à gérer des conflits lui coûtant du temps, et surtout beaucoup d'argent. «Je suis dans le flou depuis un an et demi avec un salarié qui occupe un poste important dans l'entreprise, raconte Pierre Guillermin. Il a fait une demande de reconnaissance de maladie professionnelle en juin 2016. La CPAM a pris sa décision le 26 septembre. Nous sommes le 15 novembre et je n'ai toujours pas été tenu informé. Si son inaptitude à reprendre son emploi est reconnue, que je ne lui propose pas un emploi adapté à ses capacités physiques, ce qui sera le cas, je devrais m'en séparer en lui faisant un chèque du double de l'indemnité légale de licenciement, soit 45000€.» Autre souci: ce-

lui né avec un ancien commercial en région Rhône-Alpes. En octobre 2015, celui-ci a rompu son contrat de travail en raison de faits reprochés à son employeur. On appelle cela une prise d'acte. Il a perdu aux prud'hommes et a été condamné à verser 16 000€ de dommages et intérêt à son ancien patron. Sauf qu'il a fait appel. «Et il demande 125000€!», dit Pierre Guillermin qui ne veut plus de cette épée de Damoclès au-dessus de la tête. «Entre les déplacements et les frais d'avocat, ça m'a déjà coûté 10000€.» Sans compter que la DIRECTE lui demande de modifier une machine, «aux normes», soutient-il, soit «10 à 15 000€ de frais, plus la perte de productivité.» Pierre Guillermin a tranché: il jette le manche et la cognée. Hier, il a demandé la liquidation de sa société. Au grand dam de ses salariés qui, eux, estiment que l'activité aurait dû se poursuivre. ■



Une seconde société: Job A4

Pierre Guillermin a-t-il assuré ses arrières en immatriculant, en 2012, à Lille, la société Job A4 (97 800€ de chiffre d'affaires en 2014), spécialisée dans le conseil pour les affaires et autres conseils de gestion? «On n'a pas créé l'activité au sein de l'imprimerie car je n'avais pas les fi-

nancements», se défend le patron. Qui ajoute que «les 7 000€ chargés de masse salariale» de Job A4 ne lui pourraient lui permettre d'en vivre. Avant d'ajouter que, lui, en qualité de dirigeant, n'aura pas droit aux indemnités ASSEDIC. Tous les salariés ne sont pas de cet avis. Éric Soleil,

leur représentant, hier matin, à l'audience du tribunal de commerce de Douai, a abordé le sujet. Le procureur de la République s'est réservé le droit de lancer une enquête sur Job A4. ■



Des salariés sur le carreau

Jean-Pierre Fusier, 52 ans, dont 27 années passées à l'Imprimerie industrielle du Douaisis, n'a pas attendu de recevoir sa lettre de licenciement pour rechercher un emploi. «J'ai répondu à une soixantaine d'annonces», dit le chef de fabrication. Malgré ses qualifications, il n'a reçu que trois ou quatre réponses «négatives» et n'a obtenu qu'un seul entretien. «On m'a dit que j'étais sur-

évalué pour le poste», soupire-t-il. Frédéric Savreux, plus jeune d'un an, a lui aussi pris les devants. En pure perte, en dépit «des nombreux courriers envoyés dans les imprimeries». Leurs collègues de travail risquent de connaître le même sort. «Les salariés ont presque tous passé les 50 ans», précise Jean-Pierre Fusier qui a connu les grandes heures de l'Imprimerie industrielle du Douai-

sis: «Il y a une quinzaine d'années, on approchait les cinquante salariés». «C'était sans doute trop, soutient Pierre Guillermin. Dans mon entreprise, les salariés sont à 32,5 heures/semaine. Certains de mes confrères sont à 39heures. Ramenez ça à la productivité perdue!» ■



Cœur de Vie, l'exemple à suivre ?

Le stationnement, les loyers, aides financières. Les foyers de discorde se multiplient lorsqu'il s'agit de contenir la désertion des centres-ville. Hier matin, sous la chaleur de l'imposante verrière du palais des festivals cannois, Natacha Bouchart, en compagnie des élus d'autres agglomérations (Niort, Troyes, Saint-Omer, Caen, etc...) a mis sur la table l'expérience de sa mandature. Avec évidemment Calais Cœur de Vie en tête de gondole. «En tant qu'élus, nous ne pouvions assister à cette dégradation du centre qui perdait beaucoup de commerces. Il fallait agir. » Au vu des chiffres, la stratégie de reprise en main du centre commercial par la municipalité en 2014 a convaincu l'assistance. A l'ouverture des ex-4B en 2006, 70% des cellules commerciales étaient occupées. Un taux en nette baisse trois ans plus tard (40%), mais devrait avoir retrouvé ses standards de l'inauguration

d'ici juin 2017 (via l'ouverture de la maison des langues entre autres). Alors même si Cœur de Vie a basculé sur le « développement d'une offre de services » complète Natacha Bouchart (maison médicale, crèche), la méthode a tapé dans l'œil de Jérôme Baloge, maire de Niort. « Dans les années 90, on parlait surtout de miser sur la périphérie. Désormais, il faut des actions de ce type pour que la population se réapproprie le centre-ville. »

« Il y a des flux supplémentaires »

Et lorsque Joël Bruneau, édile de Caen, conteste la stratégie en prévenant « qu'il ne faut pas sortir des fonctions principales d'un maire », Natacha Bouchart préfère remettre les choses dans leur contexte. «D'après cet élu, j'aurais dû attendre

que les 4B ferment et laisser à l'abandon ces friches du centre-ville. C'est notre devoir de s'impliquer très fortement et on continuera ainsi. » «D'après cet élu, j'aurais dû attendre que les 4B ferment et laisser à l'abandon ces friches du centre-ville» Natacha Bouchart Écho similaire chez Claude Demassieux, chargé de coordination à Calais Promotion, qui comprend néanmoins l'attente de la population. « Ce programme de redynamisation ne se fait pas du jour au lendemain et demeure contraignant sur le plan administratif. Cela fait à peine 17 mois que nous sommes dessus. C'est très frais. Pour l'heure, nous savons qu'il y a des flux supplémentaires dans le centre. Cœur de Vie devient même davantage un boulevard couvert qu'un centre commercial traditionnel.» Florent Caffery ■



Les dossiers qui avancent

Outre le réaménagement complet de la place Albert 1er autour du théâtre (déplacement de la gare de bus et modification du régime de circulation), Natacha Bouchart a également évoqué au Mapic la gestion des friches. Après le rachat d'une maison en face de Calais Cœur de Vie, l'élue a confié que la demeure pourrait servir à l'implantation de cellules commerciales. « Il y a des travaux de remise au norme à effec-

tuer, notamment sur la façade. Il y a eu un gros laisser-aller sur trop de bâtiments du centre-ville donc il faut s'en occuper. » Aucune enseigne particulière pouvant occuper les lieux n'a été communiqué. Concernant le cas de l'emplacement du primeur La-suen, décédé en février dernier, Natacha Bouchart a indiqué être en contact régulier avec la famille de l'ancien propriétaire. Une chose est sûre, dans cette traque des « mar-

chands de sommeil qui pourraient racheter ces friches pour en faire n'importe quoi», la maire de Calais espère aussi compter sur l'appui des commerçants. D'autant que la période des fêtes se profile. « Entre la parade et Noël, j'espère vraiment que tout le monde participera de la bonne façon pour que cette politique de peuplement du centre fonctionne. » ■



**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC
LES TERRITOIRES, CONTRAT
DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

Une campagne pour faire aimer l'Europe

Région. C'est l'une des réponses à l'euroscepticisme et aux Britanniques ayant choisi de quitter l'Union. Une campagne orchestrée jusqu'à la fin du mois par le conseil régional, la collectivité chargée de gérer le 1,77 milliard d'euros d'aides européennes dans les Hauts-de-France d'ici à 2020 (soit plus de 300 € par an et par habitant). Cette enveloppe est aussi massive que la méconnaissance du grand public est générale sur l'impact des soutiens de

Bruxelles. Et pourtant... «Un euro d'aide européenne permet d'en investir trois en financement public pour des projets touchant les transports, la santé, l'environnement ou le développement des territoires», explique Valérie Létard, vice-présidente de Région. Des opérations de sensibilisation du grand public et des jeunes sont organisées, par exemple ce samedi place Foch à Arras pour un «village de l'Europe» ou le 29 novembre au learning center de

Villeneuve-d'Ascq. Plus de 20000 projets ont été soutenus entre 2007 et 2013 ; ce sera au moins autant pour la période 2014-2020. Sans Bruxelles, pas de Louvre-Lens (photo), de Nausicaà, d'Euratechnologies, de ligne TER Calais - Dunkerque, de tramway à Valenciennes, de Val-Joly ou de canal Seine-Nord. Y. B. www.europe-en-nordpasdecalais.eu. ■



VP2 - TRANSPORTS,
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT...

Si cher canal Seine-Nord...

Il y a comme ça des silences qui ne disent rien de bon. Celui observé ce mercredi par l'ensemble des participants à la réunion qui a eu lieu mardi au ministère des transports, est même franchement inquiétant quand on sait l'empressement avec lequel les acteurs du projet Seine-Nord Europe, communiquent habituellement sur la moindre nouvelle concernant le dossier. Parfois aussi insignifiante soit-elle. Rappelons qu'Alain Vidalies, le secrétaire d'État chargé des transports, accueillait ce jour-là les collectivités territoriales concernées par le projet. Objectif: débloquer enfin un dossier totalement en rade, une fois de plus.

Retour à la case départ?

Est-ce parce qu'il y eut au bout du compte bien plus de sujets d'inquiétude que de bonnes nouvelles? Si l'on en croit les échos, on aurait appris au cours de cette réunion que le projet coûtera finalement autour de 5,5 Mds€, soit un milliard de plus que ce qui était an-

noncé jusqu'ici. Une vraie tuile à un moment où plusieurs collectivités se font tirer l'oreille pour finaliser les engagements pris dans le cadre du protocole de financement. Ne parlons pas de l'Ile-de-France qui au mieux, divisera par deux le montant promis. Mais du Nord, qui ne veut en aucun cas aller au-delà des 200 M€ prévus et qui, du coup, refuse de signer un protocole prévoyant une augmentation de la contribution des collectivités si les coûts dérapent. Or c'est bien ce qui semble se profiler. Le canal coûterait non plus 4,7 Mds€, mais entre 5,3 et 5,7Mds€. Retour à la case départ ou presque, lorsque le gouvernement avait choisi pour sauver un projet au bord du naufrage, de confier une mission de reconfiguration au député du Nord Rémi Pavros. On était alors sur un chiffre de plus de 7 milliards d'euros! Une somme dont on n'est plus très loin aujourd'hui, surtout s'il faut rajouter aux 5,7 Mds€ évoqués mardi, le montant de l'aménagement des plateformes multimodales. Viabilisation des terrains, raccordements routiers

et ferroviaires... Des infrastructures coûteuses que les collectivités prendront en charge en plus de leur participation au creusement du canal. Des collectivités largement exsangues à qui l'État pourrait donc demander un effort supplémentaire pour le milliard manquant. De quoi, au final, mettre le doigt dans l'engrenage infernal redouté par le Nord. Contacté hier, Gérald Darmanin, vice-président LR du conseil régional en charge des transports a pourtant affiché la même foi inébranlable dans le projet: «S'il n'y a pas eu d'annonce c'est parce que nous sommes convenus de nous retrouver le 28 novembre. On y verra plus clair alors sur le montant de la participation de l'Ile-de-France et sur le coût total de l'ouvrage. VNF (NDLR: Voies navigables de France) retravaille le sujet cette semaine...» On saura alors si le matelas de 500 M€ réservé aux aléas de chantier est, oui ou non, d'ores et déjà englouti dans les surcoûts PHILIPPE FLUCKIGER ■



Gare aux changements d'horaires des trains SNCF

La SNCF rencontrera ses usagers, ce soir, afin de présenter ses nouvelles grilles horaires qui entreront en vigueur le 11 décembre et échanger sur la qualité de ses services.

Creil

Par Florent Hélaïne

Usagers du rail, la réunion prévue ce soir en gare de Creil devrait vous intéresser. La direction de la SNCF vient échanger avec ses clients sur la qualité de ses services. Surtout, les nouvelles grilles horaires, en vigueur à partir du dimanche 11 décembre, seront présentées. « Quelques modifications, à la marge, peuvent encore intervenir d'ici à leur mise en place », prévient Patrick Fauqueux, responsable de la communication. Aucun document officiel ne sera donc remis. Pour cela, il faudra attendre la semaine prochaine.

Pour la ligne Paris-Creil, aux 20 000 voyageurs quotidiens et aux galères sans fin, ce sera presque statu quo. Les horaires en place depuis 2015, et auxquels les usagers avaient eu tant de mal à s'adapter, ne seront modifiés qu'à la marge. « Nous avons rééquilibré la grille, se félicite tout de même Patrick Fauqueux. Il y avait un trou dans l'offre, dans le sens des re-

tours, entre 18 h 7 et 18 h 34. Un train partira désormais de la Gare du Nord à 18 h 22. »

L'annonce aurait dû être vécue comme une victoire par les associations d'usagers, qui réclamaient ce sillon depuis plus d'un an. Sauf qu'en contrepartie, « on nous supprime celui de 18 h 37, peste Bernard, du collectif SNCFVamtuer. Le trou qui existait est donc juste décalé. Et les trains de 19 heures, déjà surchargés, le seront encore plus. » « Il est difficile de satisfaire tout le monde, reconnaît Patrick Fauqueux. Nous sommes ici sur un axe saturé. »

La ligne Paris-Beauvais ne devrait quant à elle pas subir de modification. Attention, en revanche, pour les habitants du Valois. La grille de la ligne Paris-Laon, s'arrêtant notamment par Crépy ou Nanteuil, « a été totalement remodelée, appuie Patrick Fauqueux. Nous nous sommes adaptés aux nouveaux horaires des Transiliens et de la ligne K. Pour résumer, tout a été avancé de quinze minutes. » Une décision qui « satis-

fait la majorité », assure Lionel Toussaint, président de l'association des usagers de cet axe. A un détail près, encore une fois. « Plus aucun train ne s'arrêtera à Nanteuil entre 14 heures et 17 heures ». La SNCF a été interpellée à ce sujet. Mais aucune solution de secours ne semble envisageable. ■



Creil. Plus de 20 000 voyageurs empruntent quotidiennement la ligne SNCF entre Paris et Creil.

par @leparisien_60

Aujourd'hui, de 18 heures à 20 heures, à la maison du projet Gare cœur d'agglomération, située en gare de Creil, 30, place du Général-de-Gaulle.



Une régularité qui laisse toujours à désirer

Cette réunion en gare de Creil sera aussi l'occasion pour les usagers d'exprimer leurs griefs. Il sera évidemment question de la régularité des trains. « La situation s'est améliorée par rapport à 2015, mais nous la jugeons toujours insuffisante, reconnaît la SNCF. L'objectif, c'est que 92 % arrivent à l'heure. » Ce

qui n'a été le cas qu'une seule fois cette année, en septembre. Avec un mois de juin catastrophique, à 80 %. Pour les autres, le taux tourne autour de 88 %. Reste que ces chiffres sont bien éloignés du ressenti des usagers. La SNCF en est consciente. C'est pourquoi elle va modifier son mode de calcul et sa communication :

« Nous allons désormais tenir compte des trains supprimés. Nous précisons aussi la régularité aux heures de pointe. Et tout cela sera maintenant affiché chaque mois en gare. » ■

par F.h.



VP5 - MER ET PORTS,
POLITIQUE DU LITTORAL

L'Europe freine (temporairement) le développement du port industriel

PAR MATTHIEU DELCROIX
lambertart@lavoixdunord.fr
WAMBRECHIES. «Ce contretemps ne nous arrange vraiment pas.» Ce jour-là, sur le port industriel de Wambrechies battu par un vent frais, Alain Lefebvre, directeur général de Ports de Lille, accompagné de Denis Demailly, directeur général adjoint, ne mâche pas ses mots. «Ce dossier est toujours prioritaire, assure-t-il. Ce report ne nous arrange vraiment pas parce que, du coup, il va se télescoper avec d'autres dossiers. Et puis nous avons pris des engagements.» Des engagements pris auprès de la mairie, pour renforcer la qualité et l'attractivité du port, mais aussi auprès des riverains (lire ci-dessous). Le blocage vient de Bruxelles. Et plus précisément de la DG concurrence de la Commission européenne. «De

nouvelles règles ont été mises en place, explique Alain Lefebvre. Il nous faut maintenant démontrer que les investissements que nous allons engager à Wambrechies ne vont pas créer une distorsion de concurrence.»

Un assouplissement?

On ne parle jamais «que» de cinq millions d'euros, une somme qui ne va pas faire passer le port industriel de Wambrechies du jour au lendemain dans la même cour qu'Anvers ou Rotterdam... Au cœur de ces investissements: l'allongement du quai de déchargement de 120m afin d'accueillir des péniches d'un plus grand gabarit (dans l'optique du canal Seine-Nord), la réalisation d'un espace couvert (4000m²) pour le stockage de marchandises, le réaménagement de la

zone et de ses accès, etc. Mais la pierre d'achoppement réside dans les 40% de subventions (environ 2 millions) qui devaient être versés à la fois par l'Europe mais aussi par la Région. «La problématique est générale à partir du moment où il y a des investissements publics, déplore M.Lefebvre. Tout est bloqué pour le moment.» Ports de Lille et la CCI Nord de France ont fait appel à un cabinet spécialisé afin de monter le dossier. Pour un coût supplémentaire, au passage, de 30000€. «À l'avenir, on espère un assouplissement des règles», glisse Alain Lefebvre. En attendant, le chantier pourrait ne débuter qu'au deuxième semestre 2017. Les travaux prendraient donc, au moins, un an de retard. ■



Des riverains encore dans l'attente

Le report du lancement du chantier ne va pas faire des heureux du côté de la rue d'Ypres... En juin, quinze riverains ont adressé une pétition à Ports de Lille intitulée «Stop aux nuisances de la rue d'Ypres». Ils y réclamaient tout d'abord «prioritairement et impérativement la mise en chantier du nouvel accès poids lourds», afin de mettre un terme «au ras-le-bol de tous». Ce nouvel accès, dont l'amorce existe déjà, permettrait aux poids lourds devant accéder à la zone portuaire d'y accéder immédiatement après le

rond-point du Vert-Galant en ne passant plus devant les habitations. Les riverains nous avaient décrit «les réveils dus aux passages et vibrations causés par les poids lourds qui circulent dès 3 h du matin, la poussière, les risques encourus à cause des camions non bâchés, les risques dus à la vitesse excessive de certains poids lourds...».

«Pas aux oubliettes»

Des nuisances et désagréments qu'affirme comprendre Alain Le-

febvre. «Le dossier n'est pas aux oubliettes, assure le directeur de Ports de Lille. Mais nous ne pouvons pas dissocier ce dossier et commencer à aménager le nouvel accès sans avoir reçu l'autorisation pour le reste des travaux sur la zone.» Voilà les riverains contraints de patienter jusqu'au deuxième semestre 2017. Et encore, Ports de Lille ne peut encore s'engager à aménager «prioritairement» cet accès, une fois que les travaux auront débuté... ■



VP8 - CULTURE

L'Institut du monde arabe-Tourcoing ouvre ses portes aujourd'hui

PAR ANNE COURTEL
tourcoing@lavoixdunord.fr Tourcoing. 1 Pour le bâtiment. Même si vous n'êtes pas tourquennois, même si vous détestez l'eau, il faut découvrir ce bâtiment centenaire. L'ancienne école de natation de Tourcoing ouvre ses portes en 1904 sous l'impulsion du maire Gustave Dron qui souhaitait que tous les petits Tourquennois apprennent à nager. Le bassin se vide en 1999. Les cabines et coursives restent intactes. Pendant quinze ans, le bâtiment est fermé. Aujourd'hui, il est en partie restauré pour accueillir l'Institut du monde arabe. Sur les 4500m² de bâtiment, 900 ont été rénovés et 600 seront ouverts à partir d'aujourd'hui au public... Celui-ci ne pourra pas apercevoir le bassin qui est encore dans «son jus». Les fenêtres, qui donnaient sur le bassin, ont finalement été masquées. Il faudra attendre encore trois ou quatre ans pour le voir revivre en salle d'exposition, en auditorium... après une seconde et ultime phase de

travaux. 2Pour l'Institut du monde arabe. En novembre 2012, moins d'un mois avant l'ouverture du Louvre-Lens, l'Institut du monde arabe ouvre une antenne décentralisée à Tourcoing. Elle s'installe à la frontière de Roubaix et Tourcoing, et symboliquement dans un ancien peignage. Mais le lieu est peu visible. Huit mille sept cents visiteurs sont accueillis en 2013 pour des expositions comme «L'Âge d'or des sciences arabes» ou des ateliers autour des contes des Mille et Une Nuits. L'IMA déploie ses activités (concerts, expositions, conférences...) et peine à se faire connaître au niveau régional. L'antenne ferme ses portes en 2014 avec la promesse de renaître. L'IMA Tourcoing rouvre dans le centre-ville mais avec une nouvelle gouvernance et un serment: offrir un regard neuf sur le monde arabe en valorisant ses atouts. 3Pour la collection de prêts permanents. C'est dans un écrin ocre que la première exposition est présentée. «Le Monde arabe dans le mi-

roir des arts. De Gudea à Delacroix et au-delà» croise artistes contemporains et œuvres archéologiques, notamment prêtées par le musée du Louvre. Pédagogique, cette première collection rappelle les frontières du monde arabe et ce qui lie les 22 pays. Elle met en avant la calligraphie, puis la langue arabe. Enfin elle déconstruit les clichés. Le monde arabe n'est pas qu'un désert, c'est aussi des bords de mer, des montagnes, des plaines verdoyantes... C'est aussi Oum Kalsoum qui a fait rayonner le chant dans le monde. Ce sont aussi des peintures de corps dévoilés. Mais l'IMA-Tourcoing ne se résume pas à une exposition, des concerts, des conférences, des ateliers, des cours de langues arabes... seront aussi proposés. L'aventure ne fait que commencer. L'Institut du monde arabe de Tourcoing, 9, rue Gabriel-Péri à Tourcoing. Métro Colbert. Tél: 0328350400. ■



«L'union sacrée autour de ce projet est importante à souligner»

- C'est important d'être à Tourcoing aujourd'hui? «Oui. D'abord parce que j'aime cette région, où j'ai été élu, notamment au conseil régional. À ce titre, je m'étais occupé du Louvre-Lens. Et déjà, Daniel Percheron (président PS du conseil régional de 2001 à 2015) avait l'idée d'un IMA en région. Le projet a ensuite été soutenu par Xavier Bertrand (LR). Une union sacrée importante à souligner.» - D'autant que la mission de l'IMA, «faire découvrir la culture arabe pour lutter contre les préjugés», prend une autre ampleur aujourd'hui... «Tout à

fait. En cette période où les préjugés et les fanatismes se multiplient, il faut faire connaître ce qu'est le monde arabe sous ses diverses facettes. Une mission de l'IMA Paris et de Tourcoing. Les deux instituts nourriront des liens de coopération. Mais il est important que Tourcoing gagne en autonomie. Ce sera possible grâce à l'important effort fourni par les collectivités locales. Ce fut le cas à l'époque aussi pour le Louvre-Lens.» -Vous évoquez le Louvre-Lens... Mais IMA Tourcoing et Louvre-Lens ne sont pas comparables... «Bien sûr...

Le Louvre dispose d'une tout autre collection, bien sûr... Mais l'IMA Tourcoing est appelé à grandir! L'inauguration d'aujourd'hui n'est qu'un premier pas. On peut avoir de grands rêves pour l'IMA Tourcoing. De grandes expositions sont en préparation, comme celle sur les chrétiens d'Orient. Ce sera le plus grand événement jamais consacré à ce thème. Il est prévu pour début 2018.» PROPOS RECUEILLIS PAR B. B. ■



Schumann à l'ONL, épisode 2 : piano, violoncelle, orchestre

LILLE. Au top départ, les cordes sont en mode pizzicati (pincées) avant de laisser le piano entrer dans la partition. Ici, le chef et le soliste ne font qu'un: Christian Zacharias qu'on retrouve avec un infini plaisir dans cet Introduction et Allegro qui lance ce deuxième concert Robert Schumann, l'un des fils rouges de la saison de l'Orchestre National de Lille. À nouveau le même charme formidable de partitions dans lesquelles le public est convié à entrer par des inter-

prêtes qui connaissent leur affaire. Après le piano, le violoncelle, l'excellent Julian Steckel, soliste irréprochable dans une partition - le Concerto pour violoncelle - qui n'est peut-être pas la plus enjôleuse du compositeur maudit (il ne l'entendra jamais de son vivant). Le public lillois aime les bis : le soliste lui en offre un bien volontiers, une très (faussement) puérile Marche pour les enfants de Prokofiev. Un programme enjôleur en diable qui se termine

avec la Troisième symphonie dite Rhénane, évocatrice comme un vagabondage sur les bords du Rhin, sans doute. Cinq mouvements - organisation classique de la symphonie romantique - avec cette quatrième séquence, un maestoso éclatant et ténébreux comme une marche au tombeau. L'orchestre étincelle de toutes les harmonies de Schumann. Suite et fin les 16 et 23 juin prochain. Nous y serons. J.-M. D. ■



**VP9 - FORMATION ET
RELATIONS AVEC LES
ENTREPRISES**

Comment porter secours aux très petites entreprises en danger ?

Par Yannick BOucher
economie@lavoixdunord.fr Région. Chaque Banque de France dispose désormais d'un correspondant TPE pour les «accompagner dans leur développement, analyser la nature de leurs besoins et les orienter vers les organismes compétents pour répondre au mieux à leur situation». Un mot simple, toujours le même, la prévention. Une adresse courriel et un numéro vert unique sont opérationnels (notre encadré ci-dessous) et les correspondants sont en mesure de soutenir les chefs d'entreprise de TPE

en financement, transmission, gestion, analyse du secteur, prévention et traitement des difficultés. La Banque de France n'est pas seule. Elle travaille avec les CCI, chambres de métiers pour les artisans, centres de gestion agréés, assureurs crédit, organismes de financement (classiques ou participatifs) et de cautionnement, fédérations patronales, experts comptables, administrations publiques. Les TPE ou micro entreprises emploient jusqu'à dix personnes et leur chiffre d'affaires est inférieur à deux millions d'euros.

D'après Sylvie Duchassaing, directrice des études à la CCI régionale, «les TPE rencontrent des difficultés de trésorerie plus souvent que les autres». Absentes à l'international, elles dépendent des donneurs d'ordres régionaux et sont soumises aux aléas conjoncturels locaux, plus fréquents. Les TPE composent 92 % des entreprises de la région. Qu'elles n'investissent pas est un très mauvais signal pour l'activité et l'emploi. ■



Bientôt l'heure du vote

Leur part dans la population active de la région est loin d'être négligeable, mais leurs voix ne portent que très peu. Sur 1,4 million de salariés dans les Hauts-de-France, on en trouve 300000 qui bossent dans les très petites entreprises (TPE, un nombre de salariés inférieur ou égal à 10), 220000 emplois dans le Nord et le Pas-de-Calais. Du 30 décembre au 13 janvier, ces travailleurs (ainsi que les employés à domicile) vont pouvoir désigner les syndicats qui les représenteront, notamment au mo-

ment de négocier autour des conditions de travail. Ce n'est que la seconde fois qu'ils pourront le faire, l'élection de 2012, au taux de participation très faible (12,2% de la population) avait mis face aux électeurs 21 organisations syndicales, présentes dans la région et dans les branches professionnelles. Cette année, une nouveauté: cette élection sera l'occasion de désigner les salariés qui siégeront dans les commissions paritaires régionales interprofessionnelles. Leur but, informer sur les

droits, exprimer des avis, faire des propositions en matière sociale, résoudre les conflits. C'est aussi par ce biais que les salariés des TPE pourront désigner les conseillers prud'homaux. Le matériel de vote doit parvenir aux salariés très prochainement, pour un scrutin électronique prévu, en principe, fin décembre ou début janvier. Mais un imbroglio sur la représentativité d'un syndicat corse a retardé l'opération...
M. G. ■



Après le Brexit, l'attractivité de la France mise à mal par les députés

Le gouvernement peine à faire voter de nouvelles dispositions pour attirer les entreprises étrangères.

BUDGET 2017 Pour Paris, la bataille s'annonce compliquée ! En ce moment, les grandes capitales européennes rivalisent d'ingéniosité pour paraître les plus séduisantes possible aux yeux des entreprises inquiètes après le Brexit et tentées de quitter le Royaume-Uni. Dans ce contexte, la France, ses rigidités et sa fiscalité ne font pas la course en tête. Elle est, au contraire, doublée : Goldman Sachs envisagerait, selon Reuters, de transférer une partie de ses actifs et de ses opérations de Londres à Francfort ; d'après le *Sunday Times*, Citigroup pourrait délocaliser 900 postes à Dublin.

Et les choses pourraient se compliquer un peu plus pour l'Hexagone. Dans le cadre du projet de budget pour 2017, certains parlementaires, de gauche comme de droite, ont décidé d'obscurcir le tableau et sorti un arsenal répulsif pour les investisseurs étrangers. Au début de l'examen du projet de loi de finances à l'Assemblée il y a quinze jours, ils ont décidé d'élargir la taxe française sur les transactions financières aux opérations journalières (dites « intraday »). Ils sont ensuite revenus sur la fiscalité des actions gratuites, proposée il y a un an dans la loi Macron. Ils ont enfin mis en danger la nouvelle fiscalité des impatriés – adoptée de justesse en commission des finances – prévue par le gouvernement. Bercy prévoit en effet une prime d'impatriation exonérée de taxe sur les salaires et un abattement d'impôt sur le revenu des salariés venant de l'étranger étendu de cinq à huit ans.

Pour la rapporteure PS du Budget, Valérie Rabault, ces exonérations coûtent trop cher. Selon ses calculs, elles s'élèvent aujourd'hui à 165 millions et passeraient à 300 millions à terme avec ce qui est prévu dans le texte.

Mais Bercy ne lâche pas, alors que l'examen du PLF reprend ce jeudi à l'Assemblée. « *Il faut que les parlementaires réalisent que disposer d'outils attractifs pour permettre l'implantation d'activités nouvelles en France relève de l'intérêt général* », a tenu à rappeler lundi Michel Sapin, dans un entretien aux *Échos*. Le ministre des Finances leur demande notamment de « *réfléchir à nouveau* » sur la question des actions gratuites. « *Elles sont décisives pour les startup, dont c'est le principal moyen de rémunérer les talents à leur juste valeur* », plaide-t-il. Il dit « *tenir particulièrement* » à la mesure concernant les impatriés et assure que la TTF intraday en 2017 n'est « *matériellement pas possible* ». Bref, il met la pression, sans garantie que ses arguments soient entendus par les députés récalcitrants. Et avec la certitude qu'il lui faudra négocier un compromis.



Une séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, mercredi dernier à Paris. Photo : B. TESSIER/REUTERS

Le gouvernement ne veut en fait pas ruiner les efforts entrepris par tout le monde depuis l'été. Bien conscient des failles dans son pouvoir d'attraction, il avait dès juillet au lendemain du Brexit annoncé son intention de prendre une série de mesures pour améliorer le cadre fiscal afin d'« *accueillir encore de nombreuses entreprises* » et de « *faire de Paris la capitale de la smart finance* ». Puis, l'Île-de-France, la Ville de Paris, la Métropole, Business France et les chambres de commerce ont mis en place un guichet unique « *Choose Paris region - Welcome to greater Paris* » comme point d'entrée des entreprises désireuses de s'implanter. Paris Europlace a mobilisé la place financière. L'Autorité des marchés financiers (AMF) a, quant à elle, annoncé une simplification des procédures d'agrément des fonds.

Quel que soit le résultat des courses avec les parlementaires, les tergiversations abîment l'image de la France auprès des entreprises concernées par l'un ou l'autre des dispositifs incriminés. Le pays s'en serait bien passé, alors même que, selon un sondage Business France, la France commençait l'an dernier à redorer son blason. Aujourd'hui, 74 % des investisseurs étrangers jugent la France attractive, contre 65 % en 2014, et ce grâce aux efforts entrepris pour améliorer sa compétitivité. | ■

par M. Vt

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

300 millions d'euros

300 millions d'euros Coût total, par an pour l'État, de l'abattement fiscal pour les impatriés



Des rustines pour pallier les faiblesses structurelles



DÉCRYPTAGE Marie Visotmvi-sot@lefigaro.fr

Le gouvernement le sait : la France n'est pas suffisamment attractive. Dans le contexte actuel du Brexit, alors que les capitales européennes se disputent les activités des entreprises qui voudraient se détourner d'une Grande-Bretagne qui ne bénéficiera plus, dans quelques mois, des avantages du marché unique, il ne pouvait pas rester les bras croisés. Mais, à défaut de s'attaquer aux faiblesses structurelles, il ne fait qu'en colmater les brèches par des dispositifs fiscaux dérogatoires. En d'autres termes, il procède à une politique de rustines.

Bercy prend une mesure pour améliorer la fiscalité des impatriés ? C'est parce que les impôts des hauts

revenus sont particulièrement taxés en Hexagone. L'ISF fait toujours figure d'épouvantail - même pour les cadres qui n'y sont pas assujettis - , la France étant un des derniers pays à maintenir une telle imposition sur la fortune.

Bercy s'oppose à l'extension de la taxe sur les transactions financières aux opérations journalières (dites « intraday ») qu'ont votée les parlementaires de gauche ? C'est parce que cela reviendrait à alourdir encore un dispositif que la France est déjà un des rares pays à avoir mis en place.

Le gouvernement veut établir un système fiscal avantageux pour la distribution d'actions gratuites ? C'est parce qu'il sait la difficulté et le coût pour une entreprise de rémunérer les hauts potentiels à leur valeur.

« *Ce n'est pas avec ça que Paris va pouvoir rivaliser avec Francfort* », assure un observateur européen. « *Au moins, on fait quelque chose* », rétorque-t-on dans les rangs du gouvernement.

Promesse non tenue

Le problème, c'est que ce « *quelque chose* » vient alimenter la grande spécialité française : la superposition

des exonérations et crédits d'impôts en tout genre. Un système qui permet aux gouvernements de changer des règles en cours de route, revenir sur une niche votée l'année précédente... Tant qu'un « grand soir fiscal » n'aura pas lieu, le millefeuille français, illisible et instable, restera le repoussoir des investisseurs. Les rustines, ils le savent à raison, peuvent se décoller...

Vendredi lors du Conseil stratégique de l'attractivité - qui réunira les patrons français de filiales d'entreprises étrangères mais aucun de leurs CEO -, le président de la République vantera sans aucun doute les atouts de la France, sa productivité, ses infrastructures, la qualité de sa main-d'œuvre. Il rappellera aussi qu'il a baissé le coût du travail, entamé la décade de l'IS et mis en œuvre un plan pour simplifier la vie des entreprises. Mais il aura du mal à convaincre son auditoire qu'il a tenu la promesse qu'il avait faite en début de quinquennat : laisser à la fin de son mandat un système fiscal simple, lisible et stable... | ■

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

« *Tant qu'un « grand soir fiscal » n'aura pas lieu, le millefeuille français, illisible et instable, restera le repoussoir des investisseurs* »



VP11 - LYCÉES

Le lycée professionnel a obtenu 100% de réussite au bac pro commerce!

Seclin. Pour la proviseur, cette cérémonie est l'occasion de mettre en valeur les élèves qui ont quitté le lycée professionnel, bac pro en poche, en juin dernier. Sandrine Benfaquir a été ravie de rappeler que les Hauts-de-Flandre avaient obtenu 85% de réussite au bac, un taux supérieur à la moyenne académique. La section commerce a même atteint les 100%. Pour remettre leur diplôme aux 102 bacheliers et aux 25 CAP pe-

tite enfance (de la formation continue pour ces derniers), l'établissement avait invité Chrystel Delalée, directrice des ressources humaines de l'hôpital de Seclin et Faouzi Khireddine, d'Intern'Aide, à Wattignies, ainsi que plusieurs professeurs. Guy Delefosse, 18 ans, était l'un des heureux bacheliers. «Après une première S, je suis parti au lycée militaire d'Autun. Cela ne m'a pas plu. Je cherchais ma voie et je suis

parti en bac pro. Aujourd'hui, je suis en BTS domotique à Pasteur (Hénin-Beaumont). Ce que je veux faire, c'est me mettre à mon compte.» Benoît Hibon, 19 ans, est aujourd'hui en BTS technico-commercial à Gaston-Berger, à Lille. Avec comme objectif de travailler ensuite chez un concessionnaire automobile. I.E. ■



FRANCE

Les lycées de ZEP, un chantier en souffrance

Craignant d'être rayés de la carte de l'éducation prioritaire, des dizaines d'établissements seront en grève jeudi

C'est une petite bombe à retardement qui -explose. Un chantier que le ministère de l'éducation nationale a laissé en sommeil il y a deux ans, et qui se voit réveillé par une mobilisation croissante, celle des professeurs de lycées de ZEP. Craignant d'être rayés de la carte de l'éducation prioritaire, plusieurs dizaines d'établissements, rassemblés dans le collectif " Touche pas ma ZEP " – dont l'appel a été signé par 73 lycées de 11 académies –, seront en grève, jeudi 17 novembre. C'est la troisième fois après le 29 septembre et le 11 octobre. Ils sont soutenus par la FSU, la CGT, FO et SUD.

Le dossier est embarrassant pour un ministère qui s'est fixé comme priorité la lutte contre les inégalités à l'école. En 2014, c'est pour donner un nouveau souffle à l'éducation prioritaire qu'il entreprend une révision de la carte des ZEP. De nouveaux réseaux d'éducation prioritaire (REP et REP +) sont définis, comprenant chacun un collège et les écoles de son secteur. Des moyens leur sont alloués : prime, allègement de service, formations, soutien aux élèves...

Les lycées sont les grands absents de cette réforme. " A ce moment-là, il y avait du remous dans les collèges qui sortaient de l'éducation prioritaire. Politiquement, le ministère ne s'est pas senti d'ouvrir plusieurs fronts ", souligne un syndicaliste sous couvert d'anonymat. Pour les lycées s'ouvre alors une période transitoire au cours de laquelle leurs moyens supplémentaires sont maintenus, en attendant

des discussions. Sauf qu'en cette fin de quinquennat, la phase transitoire touche à sa fin, sans que le chantier de l'éducation prioritaire au lycée n'ait été lancé.

Au printemps, le flou laisse place à l'inquiétude. Dans une lettre adressée au député (PS) des Hauts-de-Seine Sébastien Pietrasanta, la ministre Najat Vallaud-Belkacem signale clairement que la " *refondation de l'éducation prioritaire est axée sur la scolarité obligatoire, c'est-à-dire l'école et le collège* ". Pas sur les lycées, qui font l'objet d'une " *clause de sauvegarde* " jusqu'en 2016-2017. Et après ? " *On comprend alors que pour nous, c'est la sortie de l'éducation prioritaire* ", souligne David Pijoan, professeur au lycée Maupassant de Colombes (Hauts-de-Seine) et membre du collectif Touche pas ma ZEP. " Or, poursuit-il, *nos lycées accueillent pour une bonne part des élèves venus de REP et REP +. Les difficultés scolaires et sociales ne s'arrêtent pas à la fin de la 3e !* "

Maquis de sigles

La mobilisation démarre dans les Hauts-de-Seine, avant de s'étendre en Ile-de-France et dans d'autres régions. Les enseignants demandent une carte élargie des lycées de ZEP et des moyens pérennes. De son côté, le ministère tente de calmer le jeu. Fin septembre, il annonce le prolongement de la clause de sauvegarde jusqu'en 2019. Devant les parlementaires, le 2 novembre, Mme Vallaud-Belkacem déclare que " *les enseignants des lycées qui ont vocation à être dans l'éducation prioritaire ont*

raison de réclamer les mêmes moyens que leurs collègues de collèges. Il faudra faire cette réforme des lycées de l'éducation prioritaire ", sous-entendu dans le prochain quinquennat. Un engagement réitéré le 15 novembre, lors des questions au gouvernement à l'Assemblée.

Le chantier risque d'être lourd. Car pour l'heure, la carte des lycées de ZEP ressemble à un maquis de sigles créés au fil du temps. -Certains relèvent de l'éducation nationale (168 lycées " ZEP ", 36 " Eclair "...), d'autres de la politique de la ville (comme les 58 lycées en " zones sensibles "); d'autres encore cumulent plusieurs dispositifs. Chaque label se traduit par différents avantages : heures en plus pour limiter le nombre d'élèves par classe ou travailler en demi-groupes, soutien scolaire, projets, indemnités, avantages pour les mutations et les carrières... " *La situation est d'autant plus complexe que certaines appellations survivent alors qu'elles n'existent plus réglementairement* ", observe Catherine Nave-Bekhti, du SGEN-CFDT.

En attendant, les enseignants défendent leur label et leurs moyens en plus. " *En cinq ans, on est passé d'un taux de réussite au bac de 60 % à 86 %. Si on est mobilisés, c'est parce qu'on voit que ce qu'on fait, ça marche, pourvu qu'on nous en donne les moyens* ", estime Teresa Cannavo, enseignante au lycée Joliot-Curie de Nanterre (Hauts-de-Seine). S'agissant de la prime ZEP, de 1 000 euros par an environ, " *ce n'est pas une somme folle,*

mais ça compte, souligne Caroline Chevé, secrétaire académique adjointe du SNES et professeure au lycée Saint-Exupéry, à Marseille. *C'est une reconnaissance du dévouement, de l'énergie, de l'inventivité pédagogique nécessaires en ZEP* ".

Tous mettent en garde contre le risque d'une sortie de l'éducation prioritaire. Celui de " voir le niveau chuter aux examens, le climat scolaire se détériorer, la mixité sociale diminuer...", résume Clément Bigot, enseignant au lycée Branly à Dreux (Eure-et-Loir). *A l'heure où les candidats*

entrent en campagne pour la présidentielle, on se saisit de cette mobilisation pour que tous prennent des engagements pour les lycées de ZEP ".

Aurélie Collas ■

par Aurélie Collas



VP14 - RURALITÉ,
DÉVELOPPEMENT DU
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

Axelle Lemaire, secrétaire d'État au numérique, attendue vendredi pour parler Internet très haut-débit

ARLEUX-EN-GOHELLE. «Aujourd'hui, un bon débit Internet conditionne le choix d'une maison». Comme de nombreux maires en zones rurales, Norbert Grobelny, élu à Arleux-en-Gohelle et vice-président à la communauté de communes Osartis-Marquion, est confronté à cette réalité, source d'inégalités. L'accès à l'Internet très haut débit est devenu un enjeu majeur d'attractivité tant pour les particuliers que pour l'activité économique. Pas étonnant que la secrétaire d'État en charge du numérique, Axelle Lemaire, assistera vendredi à la réunion de présentation du projet ambitieux que s'est donnée la région pour déployer la fibre d'ici 2025. Car la clé du problème est bien l'installation de la fibre optique, la

technologie la plus aboutie mais avec son lot de travaux considérables. Si les grandes agglomérations du Nord - Pas-de-Calais, soit 69% des foyers et entreprises, sont couvertes par de gros opérateurs installant la fibre, 21% d'utilisateurs, situés sur un territoire plus rural et épars, disposent, au mieux, de la technologie ADSL à débit variable, au pire... d'aucune connexion.

700000 prises en 6 ans

Depuis 2013, le gouvernement s'est saisi de ce problème en lançant le plan Très Haut Débit (THB), à savoir l'accès pour tous à la fibre d'ici à 2025. Pour couvrir cette vaste zone, Région, départements et communautés de communes se sont unis en un

syndicat mixte La Fibre numérique 59-62, soutenu par l'État, pour pouvoir construire un réseau. «Ce sera le plus gros projet déployé à ce jour en France, se réjouit Christophe Coulon, président du syndicat mixte et vice-président au conseil régional. 700000 prises en six ans.» Un investissement proche d'un milliard d'euros, subventionné par les pouvoirs publics et les futures redevances des opérateurs. Ce vendredi, la réunion annoncera officiellement l'opérateur en charge des travaux ainsi que le calendrier et les conditions de déploiement de la fibre. Et d'ajouter: «Dès 2018, les premières prises commenceront à être commercialisées.» RACHEL DEBRIN-CAT ■



La fibre optique déployée en Pévèle-Carembault à partir de fin 2017

Par Marie Vandekerkhove villeneuve-dascq@lavoixdunord.fr Pévèle-Carembault. Premières servies: Camphin-en-Pévèle, Louvil, Cysoing, Bourghelles, Bachy, Wannehain, Corbriex, Tourmignies, Templeuve-en-Pévèle et Ennevelin. Les travaux commenceront dans quelques mois pour installer la fibre optique (qui permet un débit de données beaucoup plus important que la meilleure ADSL) dans ces dix premières communes. «Nous procédons aux raccordements par plaque de 300 foyers. Nous nous engageons à ce que l'ensemble de la commune soit couvert en deux ans», plaide Fabrice Douez, directeur de la Fibre numérique 59-62. Ce syndicat mixte, qui regroupe l'ancienne région Nord-Pas-de-Calais et ses deux conseils départementaux, est chargé du déploiement de la fibre en secteur rural, les opérateurs privés comme Orange

ou SFR se chargeant d'investir dans les grandes villes et les communautés d'agglomération. «Sur le territoire, c'est un déploiement technique et non politique», tient à préciser Luc Monnet, maire de Templeuve-en-Pévèle et vice-président (pour le Nord) du syndicat mixte, qui présentera le calendrier aux élus le 22 novembre. Précisions importantes car les dernières communes de Pévèle-Carembault à être «servies» seront Orchies, Phalempin, Pont-à-Marcq et Aix-lez-Orchies... «Elles ont profité de la montée en débit avant les autres», remarque Luc Monnet. «Nous commençons par les secteurs les moins bien lotis, comme à Camphin où certains habitants ont une connexion inférieure à 1 megabit par seconde, ce qui est extrêmement peu», confirme Fabrice Douez.

Fin du déploiement en 2020

Les trois quarts des 38 communes du territoire seront couverts par la fibre d'ici à fin 2018. Tout devrait être achevé en 2020. Sauf une commune, Wahagnies, qui verra arriver la fibre la dernière en... 2021. L'ensemble du déploiement dans le Nord-Pas-de-Calais devrait être, lui achevé en 2022. «La région représente le plus gros chantier public de déploiement de la fibre en France. Nous allons installer 700000 prises», relève Fabrice Douez. Chaque prise arrivera dans la maison du particulier, «et chaque ferme isolée, dans chaque hameau sera connectée», insiste Luc Monnet. D'ici 5 à 10 ans, la fibre optique devrait avoir entièrement remplacé le fil de cuivre qui sert au téléphone et à l'ADSL. ■



Un chantier à 900millions

Le particulier n'aura rien à déboursier pour l'installation (coût moyen, 360€) mais devra s'acquitter d'un abonnement à l'opérateur Axione (filiale de Bouygues), choisi par le syndicat mixte. «C'est lui qui va assurer 89 % du financement de la construction du réseau», décrypte Fabrice Douez. En tout, il devrait installer 18500km de

fibres optiques dans le Nord et le Pas-de-Calais, essentiellement issues de l'usine Draka de Douvrin (photo). Investissement total : 900M€ répartis sur 6ans, dont 245M€ de deniers publics (Région, Départements, intercommunalités et probablement État). Et quelque 2600 emplois créés. Un pari sur les territoires: «Quand les foyers s'installent en zone rurale,

leur première demande ne concerne pas les écoles, les crèches, mais la fibre optique», analyse Fabrice Douez qui établit un parallèle entre le déploiement du téléphone et celui de la fibre. Seule différence: le premier a pris un demi-siècle, le second devrait être bouclé en six ans. ■



Migrants: Ville et État s'affrontent en justice autour du mur anti-intrusions

PAR MARIE GOUDESEUNE
calais@lavoixdunord.fr
CALAIS. 1Un mur «inutile» Pour Maître Balaÿ, qui représentait la Ville, ce mur n'a plus lieu d'être puisque la «jungle» est démantelée depuis fin octobre... et donc les intrusions sur la rocade ont cessé. Un argument déjà avancé de nombreuses fois par la maire (LR) Natacha Bouchart au cours des dernières semaines. Le représentant de la préfète du Pas-de-Calais répond qu'au contraire, «si on interrompt la construction du mur, il y aura d'autres morts de migrants demain sur la rocade». Pour Sylvain Gathoye, le Tunnel est devenu inaccessible pour les migrants depuis qu'il est ultra sécurisé (*). Mais pas le port, qui n'a été sécurisé «qu'en partie». Selon lui, les migrants, encore présents dans des camps de la région (Grande-Synthe, Norrent-Fontes...) reviendront tenter leur chance à Calais: «Ce mur vient parachever la sé-

curisation du port. Si on le démantèle, ce sera un très mauvais signal pour les passeurs.» 2Un mur «qui défigure Calais» L'avocat de la Ville n'y va pas de main morte: il compare le mur de Calais à celui de Berlin. Il estime que ce mur est «comme un stigmat» qui «va défigurer une partie des paysages calaisiens». Ses parois lisses et bétonnées risquent d'«obstruer» notre vision de «cette zone plane, ce plat pays», qui constitue selon lui «un espace naturel, pour partie cultivé, qui mérite une certaine protection». À l'inverse, le représentant de la préfète parle d'une zone non protégée, «sans intérêt paysager», constituée essentiellement de champs tout en étant proche d'une zone urbaine et de sites SEVESO (Synthexim et Interor, dans la zone industrielle des Dunes). 3Un mur «construit dans l'illégalité» La Ville reproche à l'État d'avoir construit ce mur dans la précipita-

tion, quitte à passer outre certaines réglementations. Sur l'aspect environnemental, par exemple, Me Balaÿ affirme qu'«aucune étude d'impact sur la faune et la flore n'a été réalisée». Idem au sujet des risques en matière hydraulique: «On construit un ouvrage d'un kilomètre de long qui va retenir les eaux, sans savoir comment ça va être traité.» Il formule les mêmes reproches s'agissant des risques technologiques liés à la présence toute proche de sites classés SEVESO. Autant de points infondés, pour Sylvain Gathoye, qui affirme que l'État a agi en toute légalité. La juge administrative se prononcera en début de semaine prochaine. (*) Après un été 2015 marqué par des intrusions massives de migrants, le Tunnel a considérablement renforcé la sécurité de son site. ■



Au fil de l'audience...

- La Ville veut faire cesser le chantier. La Ville a déjà tenté à deux reprises d'empêcher la construction du mur. Mais ses deux arrêtés ont été retoqués à chaque fois par la préfecture du Pas-de-Calais, qui a pris elle-même deux arrêtés pour les contrecarrer. C'est donc devant le tribunal administratif que cette bataille juridique se poursuit. La Ville lui demande d'invalider les arrêtés de la préfecture. Ce qui aurait pour effet de rendre valides les arrêtés de la Ville, et donc d'interrompre les travaux de construction du mur. -Les travaux déjà bien avancés. Les travaux sont

déjà très avancés. Selon la Société d'exploitation des ports du Détroit (SEPD), maître d'ouvrage, la partie est - côté «jungle» - est achevée à 90%. Sur la partie ouest, il y aurait encore 600 m de mur à construire selon l'avocat de la Ville. Ce qui lui fait dire que le chantier est «loin d'être achevé» et qu'il est encore temps de le suspendre. -Est-il possible de démonter le mur? Pour Me Balaÿ, le mur n'est pas démontable «au sens où il suffirait de dévisser quelques boulons»: «Des centaines de massifs de bétons sont enterrés dans le sol, c'est difficilement réversible». D'où

l'urgence, selon lui, d'arrêter le chantier. Pour le représentant de la préfecture, le mur est au contraire conçu pour être démontable «le jour où il n'y aura plus d'intrusions». Mais il reconnaît, dans le même temps, que ce jour n'est pas près d'arriver étant donné la situation géographique de Calais et la situation géopolitique dans le monde... Il rappelle aussi que ce mur est financé par les Britanniques et que le démonter «jetterait un discrédit sur l'engagement de la France envers le Royaume-Uni».M.GO. ■



POLITIQUE RÉGIONALE

Onze mois après son élection, les élus dressent le bilan de Xavier Bertrand

Hondeghem. Onze mois que Xavier Bertrand a été élu à la présidence du conseil régional. L'occasion déjà de faire un bilan. Mardi soir, une réunion d'information avait lieu dans la salle des fêtes d'Hondeghem. «L'idée est d'informer de ce que font ceux que vous avez élus.» Près de 45 personnes ont répondu à l'invitation, quelques élus et des partisans des Républicains qui avaient soutenu Xavier Bertrand lors de la campagne des régionales.

Jean-Pierre Bataille et Bénédicte Crépel, conseillers régionaux, ont animé la séance en détaillant «les actions concrètes» de la Région depuis son élection. Plus précisément comment le conseil régional a dépensé les 7 millions d'euros d'investissements alloués à la 15^e circonscription. La plus grosse somme revient aux lycées, 47%, soit un peu plus de 3 millions d'euros. Un exemple concret, 108 000 € pour des opérations de rénovation à l'Institut agricole.

Deuxième domaine d'investissement le plus important, l'emploi et les entreprises. Entre autres, un million d'euros a été attribué à l'entreprise Entyrecycle qui doit s'installer à Blarighem dans les prochaines années. D'autres réunions de ce genre auront lieu pendant tout le mandat, à raison de trois par an, dans différentes communes du secteur. Al. Fa. ■



Olivier Jardé suspendu de l'UDI

Dans un courrier du secrétariat général de l'UDI, daté du 15 novembre, Olivier Jardé, ex-député et élu d'Amiens Métropole, apprend qu'il est «suspendu à titre conservatoire de (sa) qualité d'adhérent de l'UDI». Une suspension résultant de sa candidature à la députation dans la deuxième circonscription de la Somme, en ticket avec Anne Pinon (maire de Dury et suppléante LR), alors que l'UDI a officiellement investi Hubert de Jenlis (UDI), vice-

président du conseil départemental de la Somme, dans cette même circonscription aux législatives de 2017. Le parti centriste reproche en effet à Olivier Jardé d'avoir «annoncé publiquement et dans la presse (sa) candidature à cette élection législative dans cette circonscription». Le secrétaire général de l'UDI, Michel Zumkeller, reproche également à Olivier Jardé de «continuer à mener campagne dans cette circonscription». La demande d'exclusion sera examinée

par la Commission nationale d'arbitrage et de transparence, à une échéance non fixée. Localement, Olivier Jardé a reçu le soutien officiel, en début de semaine, de Brigitte Fouré, maire d'Amiens, également membre de l'UDI, et d'Alain Gest (LR), député de la quatrième circonscription de la Somme et président d'Amiens Métropole. Alexandre Boudard ■



Le Pen choisi Hansen-Catta mais pas Briffaut

AISNE Le Pen choisi Hansen-Catta mais pas Briffaut La candidate du Front national pour la présidentielle de 2017 a dévoilé hier son «conseil stratégique de campagne». Fort de 34 membres, plus David Rachline, son directeur de campagne, ce conseil regroupe des personnes attendues dans nos régions. Ainsi, on y retrouve Steeve Brios (maire d'Hénin-Beaumont, Pas-de-Calais), Florian Philippot (Moselle, conseiller régional Grand Est) ou l'ancien élu

axonais Wallerand de Saint-Just. Surprise, Paul-Henry Hansen-Catta, conseiller régional des Hauts-de-France, figure dans ce cénacle. L'Axonais prend du galon, lui qui vient déjà d'accéder à la présidence du collectif frontiste sur le «vivre dans nos campagnes». Plus que cette présence, c'est l'absence dans ce conseil stratégique d'un autre élu de l'Aisne, et non des moindres, qui interpelle. Franck Briffaut, maire de Villers-Cotterêts, membre historique

du mouvement, ne figure pas dans la liste officielle qui regroupe tous les cadors du FN même Bruno Gollnisch, fidèle de Jean-Marie Le Pen... Pourtant le conseil régional des Hauts-de-France est bien représenté puisque, en plus de Marine Le Pen et de Paul-Henry Hansen-Catta, on retrouve encore dans ce conseil trois autres élus régionaux: Bruno Bilde (Nord), Sébastien Chenu (Somme) et Jean-Richard Sulzer (Pas de Calais). ■



POLITIQUE NATIONALE

La chasse décomplexée

Se sentant menacés, les chasseurs veulent s'adosser à des partis de gouvernement et décrocher des postes à responsabilités. A la veille de la primaire de la droite, ces puissants relais d'opinion dans les campagnes sont très courtisés

En moins de trois mois, il est devenu la coqueluche des politiques parisiens. A droite comme à gauche, on se l'arrache. Depuis son élection, le 24 août, à la présidence de la Fédération nationale des chasseurs (FNC), Willy Schraen s'est fait un nom dans les palais de la République. Qui pouvait se targuer de le connaître auparavant ? Cet autodidacte de 47 ans, un homme du Nord à la carrure de bûcheron canadien, a toujours vécu à la campagne, celle où le samedi et le dimanche on se retrouve entre copains pour tirer le gibier d'eau. Une tradition. Une religion, même, que Willy Schraen défend depuis des années dans les instances cynégétiques.

Cet entre-soi rural semble loin désormais. Aujourd'hui, le pisteur de canards sauvages doit délaisser Bayenghem-lès-Eperlecques, son village de 1 000 habitants du Pas-de-Calais où il est conseiller municipal, et se reposer sur son frère Alexandre pour gérer la PME familiale, une chaîne de magasins de fleurs. Le nouveau patron de la FNC n'a pas le choix : trop de déplacements nécessaires pour " faire gagner la maison chasse et empêcher que les écolos ne mettent totalement les territoires sous cloche ", prêche-t-il.

On découvre la brochette de courtisans inscrits à son agenda. Quelques noms : Nicolas Sarkozy, le 29 septembre ; François Hollande, le 27 octobre ; Alain Juppé puis Bruno Le

Maire, le 8 novembre ; le lendemain, Nicolas Sarkozy, de nouveau. François Fillon devait s'entretenir avec le chasseur le 4 novembre, mais un problème d'emploi du temps a fait capoter le rendez-vous. Ce n'est que partie remise, certifie l'équipe de l'ancien premier ministre.

" Tout le monde demande à me voir ", assure Willy Schraen, voyageur pressé, rencontré entre deux trains, à quelques enjambées de la gare du Nord, à Paris. Le costaud enchaîne les entrevues sans faiblir. Pas question de négliger tel ou tel candidat, qui pourrait être sélectionné pour le sprint final à la pré-si-dentielle. L'homme est à l'affût. Il ne faut pas s'en étonner. Le lobby de la chasse, comme ceux des agriculteurs, des industriels ou des défenseurs de l'environnement, présente toujours son cahier de doléances à l'approche d'une élection.

Lobbying parlementaire

Dans cet exercice, la fraternité des fusils dispose d'atouts. A l'Assemblée nationale, le groupe d'études Chasse et territoires, présidé par Philippe Plisson, député PS de la Gironde, compte 115 membres toutes couleurs politiques confondues. C'est le plus important. Et Claude Bartolone, le président (PS) du Palais-Bourbon, a la réputation d'être une excellente gâchette. Au Sénat, on compte 87 adhérents au groupe Chasse et pêche dirigé par Jean-Noël Cardoux (LR), un élu du

Loiret. Un sénateur sur quatre en fait partie. Quant à Gérard Larcher (LR), président de la Haute Assemblée, il est considéré comme le parrain de la chasse en France.

Sur les bancs, les nemrods se serrent les coudes, votent d'une seule voix quand un texte menace leur passion. *Le Monde* s'est procuré la " feuille de route " de la Fédération nationale des chasseurs distribuée à ses soutiens parlementaires lors du long examen du projet de loi " pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ", adopté le 20 juillet. Chaque article fait l'objet d'une consigne de vote, d'amendements à présenter et d'éléments de langage pour les interventions en séance. L'ancien judoka et fervent chasseur David Douillet, député (LR) des Yvelines, a donné de la voix à plusieurs reprises. Rejetée, la reconnaissance du statut d'être sensible à la faune sauvage ; maintenue, la chasse traditionnelle à la glu... Le lobby a discrètement fait son travail et continuera à le faire.

Pour autant, l'élection de Willy Schraen ouvre une nouvelle ère, que l'un de ses soutiens, Charles-Henri Bachelier, 36 ans, ancien banquier d'affaires, aujourd'hui patron exalté de plusieurs titres de presse cynégétiques, résume par " notre "vivons heureux, vivons cachés", c'est fini. Nous aussi on va faire notre "outing" ". Cette exposition au grand jour se remarque sur le tout récent compte

Twitter du président de la FNC : à chaque entretien avec une tête d'affiche nationale, une photo, également vite postée sur le site de la fédération. Un tableau de chasse qui, d'habitude, restait très discret.

Le chemin ne s'arrête pas là. " *Soit nous mourrons bientôt, soit nous nous lançons en politique pour prendre notre destin en main* ", déclare, presque tribun, Willy Schraen. Car les chasseurs s'estiment menacés. L'urbanisation et les aires protégées réduisent leurs territoires. Sans parler de la montée en puissance des associations de protection des animaux. La chasse devient aussi un loisir de -seniors, de plus en plus tancé par les promeneurs et les cueilleurs de champignons qui -rêvent d'une forêt paisible le dimanche. Sur la saison 2015-2016, on a compté 146 accidents de chasse, dont 10 mortels.

" Le même ressort que Trump "

Par ailleurs rancuniers, les fusils n'ont toujours pas digéré d'avoir été exclus en 2007 du Grenelle de l'environnement. La table ronde " chasseurs et protecteurs ", organisée par le ministre de l'écologie Jean-Louis Borloo afin de promouvoir le dialogue avec les ONG environnementales, s'est soldée par un échec en 2010. Il en coûtera son siège à Jérôme Bignon, alors député (UMP) de la Somme, qui la pilotait. Les chasseurs le sanctionneront aux législatives de 2012. L'élu local, désormais sénateur LR, ne veut " *plus jamais - s'occuper de la chasse* ", répète-t-il en articulant chaque syllabe comme s'il voulait se -débarrasser d'un fantôme qui le hante encore. Enfin, même s'ils sont actifs dans beaucoup des structures consacrées à la biodiversité - comités régionaux " trame verte et bleue ", Conseil national de la chasse et de la faune sauvage, etc. -, les chasseurs jugent que l'Etat les marginalise.

Alors, entrer en politique, mille fois

oui, annoncent-ils. Mais attention, plus à la manière de Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT), fondé en 1989 et dont le candidat à l'élection présidentielle de 2002, Jean Saint-Josse, rassembla 1,2 million de voix (4,2 % des suffrages) au premier tour du scrutin. Aujourd'hui, CPNT n'est plus qu'un label. Une coquille vide, préfèrent dire certains. Le parti s'est rallié en 2010 à l'UMP. Son corporatisme et ses actions musclées l'ont desservi. L'épisode Vincent Peillon reste dans les mémoires. Le 23 avril 2000, le député PS de la Somme, venu inaugurer une déchetterie dans sa circonscription, a dû être évacué par hélicoptère. Trois cents tireurs de gibier d'eau, mécontents de la loi chasse de Dominique Voynet alors en débat, l'attendaient, œufs, silex et galets à la main. Cinq gendarmes avaient été blessés.

C'est une autre stratégie électorale que pousse aujourd'hui la FNC. Les chasseurs veulent s'adosser à des partis de gouvernement et -disposer de postes à responsabilités, bref, être aux affaires. Le vent leur est favorable et les politiques tendent volontiers l'oreille. La -gauche et la droite ont compris que pour reconquérir le monde rural, qui leur préfère -désormais le Front national, la carte chasse est à jouer. " *C'est exactement le même ressort que Trump*, analyse Jérôme Fourquet, directeur du département opinion à l'IFOP. *Il faut aller chercher les voix des perdants de la -mondialisation, les ruraux oubliés, dont le ressentiment vis-à-vis des élites, qui les prennent pour des gros ploucs, est très fort.* "

Selon une étude publiée le 8 juillet 2015 par le BIPE, un cabinet de conseil, la France, premier pays cynégétique d'Europe, compterait 1,14 million de chasseurs. La confrérie se rend souvent aux urnes en famille et s'abstient moins que les électeurs des grandes villes. Bien sûr, tous ne

votent pas à l'identique. Lors du premier tour de la présidentielle de 2012, 28 % se sont prononcés en faveur de Nicolas Sarkozy, 25 % pour Marine Le Pen, 23 % pour François Hollande, 11 % pour Jean-Luc Mélenchon et 7 % pour François Bayrou.

Leur conquête est d'autant plus importante qu'ils sont de solides relais d'opinion dans les campagnes. Leur réseau repose sur 70 000 associations de chasse - souvent seules, avec les clubs de sport, encore présentes dans les villages les plus reculés. " *C'est la dernière organisation stalinienne du monde rural* ", lance, provocateur, Thierry Coste, conseiller depuis 1994 de la FNC, qui le rémunère 200 000 euros par an. " *Il suffit de presser un bouton pour mobiliser nos troupes* ", se vante ce lobbyiste multicarte - armes, Fondation assistance aux animaux, gouvernements étrangers dont il ne veut dire mot, lui d'habitude si bavard.

Aujourd'hui, Paris fait donc la cour à la chasse. Les sept candidats à la primaire de droite ont donné cet automne un entretien au site *Chassons, un art de vivre*, dirigé par Baudouin de Saint-Léger, 32 ans, président de So Chasse, un club de joueurs de polo et de jeunes héritiers amateurs de vénerie. Chacun des interviewés complimente, rassure et promet. François Hollande, lui, avait pris de l'avance, répondant dès novembre 2015 aux questions du *Chasseur français* à l'occasion des 130 ans du mensuel. Il se confiait notamment sur son âme rurale : " *J'ai toujours vécu avec des vaches dans des prés. C'est une chance formidable qui m'a été donnée et j'en remercie mes parents.* " Le président de la République entretient de bonnes relations avec Thierry Coste, qui affirme le rencontrer régulièrement à l'Élysée. " *J'ai été sa plume chasse pour la présidentielle de 2012* ", clame le lobbyiste, présentant une

lettre datée du 18 avril 2012, soit quatre jours avant le premier tour du scrutin : " *Je l'ai écrite, il a signé.* "

Répondant à un souhait de la FNC, le candidat socialiste s'y engage notamment à ne pas intégrer l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) dans la future agence consacrée à la nature, facilitant grandement le travail, quatre ans plus tard, du lobby -parlementaire des chasseurs lors de l'examen du projet de loi " *pour la reconquête de la -biodiversité* ". Les efforts de François Hollande suffiront-ils ? Son alliance avec le parti éco-logiste, ennemi juré des chasseurs, apparaît comme un repoussoir tenace. Les voix des chasseurs semblent pencher davantage aujourd'hui, comme en 2012, pour l'extrême droite et la droite.

L'offensive de Nicolas Sarkozy
Député (LR) de Maine-et-Loire, Marc Laffineur, 71 ans comme Alain Juppé, qu'il soutient, fut l'un des instigateurs du rendez-vous du 8 novembre entre son candidat et Willy Schraen. " *Le nouveau président de la FNC ? Bien sûr que nous avons demandé à le rencontrer ! Alain a passé sa jeunesse dans les Landes, il est attaché aux traditions, à la chasse à la palombe* ", affirme celui qui est aussi vice-président du groupe d'études parlementaire Chasse et territoires. Marc Laffineur vante la ruralité et ses modes de vie. " *Et on voudrait tout foutre en l'air ? Cet électorat des oubliés, c'est une partie de la France.* " La -fibre écologique du maire de Bordeaux n'a cependant pas bonne presse auprès de -certains chasseurs, qui se moquent de " *papy Juppé et sa ville verte* ".

Parmi les prétendants de droite, Nicolas Sarkozy semble séduire davantage. L'ancien président de la République ne fait pas que railler " *l'élite qui n'a jamais mis les pieds dans les exploitations agricoles au bord du gouffre, même si elle aime, avec son panier en osier, -aller acheter les œufs*

frais, le matin chez la -fermière ", comme il a déclaré le 9 octobre au Zénith, à Paris. Depuis plus d'un an, il a développé une stratégie qui répond au souhait profond des chasseurs d'être en responsabilité.

Tout commence début 2015. En ligne de mire, les élections régionales de fin d'année et, à la manœuvre, l'ancien président du domaine national de Chambord, Pierre Charon, 65 ans, un intime de Nicolas Sarkozy. Même si l'ancien maire de Neuilly compte, parmi ses lieutenants, des passionnés de la traque au gros gibier comme François Baroin et Christian Jacob, il ne chasse pas et connaît mal ce milieu. " *Une faille* ", reconnaît Pierre Charon. Le sénateur de Paris (LR) organise donc une rencontre entre " *Nicolas* " et le prédécesseur de Willy Schraen à la FNC, Bernard Baudin, aujourd'hui conseiller municipal à Nice, et conseiller chasse de Christian Estrosi, bouillant président (LR) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Sans surprise, l'entretien se révèle fructueux.

Le 7 avril 2015, Bernard Baudin envoie un courrier aux présidents des 95 fédérations départementales des chasseurs afin de les pousser à se présenter – ou à susciter des candidatures – aux élections régionales. La profonde décentralisation menée par François Hollande a renforcé le pouvoir des territoires, notamment en matière de politique environnementale. Pour le patron de la FNC, il faut en être. Conformément à la philosophie de la fédération de naviguer à droite comme à gauche, Bernard Baudin ne fait aucune allusion partisane dans sa première missive.

Sa lettre du 23 juillet est plus ambiguë. Si le responsable de la FNC réitère son appel à des candidats de toutes sensibilités politiques, il joint à son courrier une correspondance de Nicolas Sarkozy, alors président des

Républicains, et explique pourquoi il s'y est autorisé : " *Il est le tout premier dirigeant politique national à répondre à notre requête et à formuler de façon explicite des engagements écrits, tant vis-à-vis des présidents de fédération que sur nos priorités que sont l'écologie et la ruralité dans les politiques régionales.* " La machine est enclenchée. Soixante représentants de la chasse seront investis pour les régionales sur les listes de l'Union de la droite, onze seront élus. Sur ses bancs, la gauche n'en comptera que deux, comme le FN, qui a fait une belle prise en la personne de Paul-Henry Hansen-Catta, 60 ans, M. Je-Sais-Tout de la chasse française et conseiller de Marine Le Pen.

Déclaration de guerre aux écologistes
Avec six chasseurs dans son camp, Xavier Bertrand, le président (LR) du conseil régional des Hauts-de-France, est le meilleur élève de la classe. L'ancien ministre de Nicolas Sarkozy connaît bien le monde cynégétique pour avoir négocié, en 2009, le ralliement de CPNT à l'UMP. S'il a battu Marine Le Pen au second tour des régionales grâce au report des voix de gauche, l'homme a besoin de rallier des chasseurs pour endiguer la vague FN sur son territoire. Dans le Nord, la chasse, un acquis de la révolution de 1789, reste un loisir populaire qui, jadis, permettait à certains de se nourrir. Longtemps, les passionnés de gibier d'eau ont voté PC et PS. Cette époque est révolue. Au premier tour de la présidentielle de 2012, 40 % d'entre eux ont choisi l'extrême droite.

Pour montrer sa bonne volonté, Xavier -Bertrand a placé l'une de ses recrues kaki, Guy Harlé d'Ophove, 68 ans, président de la Fédération des chasseurs de l'Oise, à la tête de la commission environnement de l'assemblée des Hauts-de-France. Lors de la pause déjeuner de ce jeudi 13 octobre où les conseillers -régionaux sont réunis en séance plénière

à Lille, il faut entendre ces deux-là raconter leur première rencontre en avril 2015. " *Monsieur voulait savoir ce que j'avais dans le ventre* ", lance Xavier Bertrand, appuyé sur l'épaule de son nouveau complice. " *Normal, nous, les chasseurs, on s'est tellement fait baiser par les hommes politiques que j'avais des doutes* ", rétorque l'ami Guy.

Dans son bureau de la Fédération des chasseurs de l'Oise, près de la commune d'Agnetz, plantée entre champs et forêts, Guy Harlé d'Ophove, ancien conseiller régional FN de -Picardie de 1986 à 1988, se défend de vouloir agir seulement pour son clan. " *Nous sommes les mieux placés pour assurer la gouvernance de la nature, dont nous avons été trop longtemps exclus. Mon parti, c'est les chasseurs et la ruralité, un concept éminemment moderne* ", assure-t-il.

Mais ce colérique ne peut s'empêcher de s'emporter quand il évoque le seul programme qui lui tient aux tripes : sortir les -écolos. " *Je ne financerai plus les associations comme la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), qui sont ouvertement anti-chasse, à moins que leurs dirigeants nationaux changent de ton. Beaucoup trop de ces structures ont été biberonnées à la subvention publique par l'ancien exécutif PS et écolo* ". Après -quelques secondes, il finit par modérer ses propos : " *Enfin, je veux dire que nous financerons des projets s'ils sont fédérateurs et s'ils apportent quelque chose au territoire* ". "

Il est une autre région qui cajole ses chasseurs : Auvergne - Rhône-Alpes, présidée par Laurent Wauquiez (LR), promoteur empressé de la droite décomplexée. En interne, chez les Républicains, on dit que les terres Wauquiez sont devenues " *un laboratoire de déverdissement* " après les années Jean-Jacques Queyranne (PS), qui y régna de 2004 à fin 2015. Au cœur

du nouveau quartier lyonnais des - Confluences, le siège de la région, inauguré en 2011, a été dessiné par Christian de Portzamparc. Puits de lumière, murs végétalisés, bardeaux de terre cuite, baies vitrées... Un immeuble de Verts, en réalité. Aucun émissaire du monde de la chasse ne siège au conseil -régional, le postulant retenu n'a pas été élu. En revanche, l'exécutif a passé un partenariat pluriannuel avec la fédération régionale des chasseurs, le premier en France de cette envergure. La convention porte sur 3 millions d'euros sur trois ans. De quoi financer une vingtaine d'actions et de projets, précise le texte adopté le 22 septembre.

Pour Philippe Meunier, député (LR) du Rhône, vice-président délégué à la chasse et à la pêche, ce qui se joue ici, comme ailleurs chez Xavier Bertrand, c'est tout simplement la révolte des campagnes. " *Les villes ont voulu imposer leur ordre moral et social sur la ruralité. Mais les Français retrouvent leur identité et la chasse en fait partie* ". Lui aussi veut couper les vivres à la LPO ou à la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (Frapna) : " *Ces gens-là vont apprendre à respecter les autres et à sortir du sectarisme de l'écologie politique* ". "

Même si la stratégie de Bernard Baudin et de Pierre Charon vise en priorité - les deux hommes ne s'en cachent pas - à siphonner les voix du FN, Philippe Meunier refuse de l'admettre. Que diable, les préoccupations électorales ! Christique, il affirme que " *l'ADN de la France, c'est la paysannerie, la chasse, la pêche et les églises au cœur des villages* ". " *Laurent Wauquiez et son équipe sont nos petits Trump à nous* ", réagit Eric Feraille, professeur de médecine à l'université de Genève et président bénévole de la Frapna, dont les subventions régionales ont été divisées par deux cette année, de 700 000 à 350 000 euros. *Leur dis-*

cours caricatural vise à monter chasseurs et écologistes les uns contre les autres, alors que, dans beaucoup d'endroits, nous travaillons ensemble pour préserver la biodiversité ". "

Ce n'est pas toujours la guerre, en effet. Plantations de haies pour protéger les zones de -nidification, entretien des mares, gestion des zones humides, les porteurs de fusils œuvrent aussi pour la nature. " *Il est possible de construire des convergences écologiques avec les chasseurs* ", constate Barbara Pompili, secrétaire d'Etat à la biodiversité. *Mais, aujourd'hui, on sent une tactique d'exclusion systématique de ceux qui ne pensent pas comme eux. Les chasseurs se sentent courtisés et poussent l'avantage* ". "

grondements dans les rangs
Leur politisation au grand jour reste un pari risqué, car elle bat en brèche le sacro-saint " *ni droite ni gauche, chasseur avant tout* ". Seuls des résultats concrets réussiront à -calmer les grondements frontistes ou so-cialistes qui sourdent déjà dans certaines fédérations départementales. Willy Schraen, homme de droite, que beaucoup disent -convaincu par Nicolas Sarkozy, le sait bien. Il lui faut engranger des succès : prolongation des dates de chasse aux oies, refonte de l'examen du permis de chasse... Idem pour Guy Harlé d'Ophove, qui devra rendre des comptes aux 117 000 chasseurs des Hauts-de-France. L'homme peut bien s'emballer, Xavier Bertrand ne l'a pas placé dans son exécutif. Il n'est pas en mesure de décider seul. " *Si nous étions trompés, nous partirions avec perte et fracas* ", prévient le chasseur de l'Oise.

Quoi qu'il en soit, les efforts de séduction se poursuivent. Le 28 octobre, des milliers de chasseurs ont reçu un mail de " *l'équipe de Nicolas Sarkozy* " - comment a-t-elle obtenu ce fichier ? Pas de réponse... - pour les inciter à voter à la primaire. " *Il est temps de mettre un terme aux me-*

naces contre la chasse française alors que vous êtes de véritables défenseurs de la nature et que les valeurs rurales que vous portez sont des valeurs fortes de notre société ", y lit-on. " Ce qui vient d'être fait dans les régions doit se faire demain au niveau national ", as-

sure le candidat Sarkozy. " Il devrait y avoir 3 millions de votants à la primaire, estime Jérôme Fourquet, de l'IFOP. Si vous y faites débouler entre 150 000 et 200 000 chasseurs, ça compte. " Pour lui, aucun doute. Il s'agit là d'une stratégie soigneuse-

ment millimétrée.

Marie-Béatrice Baudet ■

par Marie-Béatrice Baudet



Homme libre et indécis Xavier Bertrand n'est pas chaud pour se mouiller dans la primaire à droite. Le président de la région Hauts-de-France n'envisagerait pas (plus ?) de rallier Juppé vendredi à l'occasion de son meeting lillois. En 2012, il entretenait déjà le flou dans le combat Copé-Fillon. Photo afp ■



Soutien

Xavier Bertrand, pas pressé de se mouiller dans la primaire à droite



Le président de la région Hauts-de-France n'envisagerait pas – ou plus - de rallier Juppé ce vendredi à l'occasion de son meeting lillois. En 2012, déjà, il avait entretenu le flou dans le combat Copé-Fillon.

- Xavier Bertrand, pas pressé de se mouiller dans la primaire à droite

Xavier Bertrand est le dernier des barons de l'ex-UMP à n'avoir pas encore fait connaître sa préférence. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas pressé. Il a fait savoir qu'il ne serait pas présent ce vendredi à Lille au meeting d'Alain Juppé. L'entourage du maire de Bordeaux avait pourtant laissé entendre que cette ultime réunion, l'avant-veille du premier tour, serait l'occasion d'un coup de pouce bienvenu du patron de la région Hauts-de-France. Un tel scénario avait sa logique : en 2002, le jeune député UMP de Saint-Quentin (Aisne) avait été repéré par le patron du parti. Il lui avait confié le soin de faire la pédagogie de la réforme des retraites du gouvernement Raffarin. Ce fut le début de sa carrière nationale.

Bertrand est «un homme libre»

Mais Bertrand n'avait pas apprécié que les juppéistes laissent entendre que l'affaire était entendue. Qu'on se le dise : il ne se laissera pas «dicter» son calendrier car il est «un homme libre». Selon ses proches, le président de région «ne demande rien et n'attend rien». Sûrement pas un poste de Premier ministre. S'il avait un temps envisagé d'être lui-même candidat, c'est bien, rappellent les mêmes, «qu'aucun des projets portés par les candidats ne trouve grâce à ses yeux». Au nom de ce «gaullisme social» dont il se revendique, Bertrand explique qu'il ne peut pas s'enthousiasmer pour des candidats qui prônent la suppression de l'ISF. A l'exception de Nathalie Kosciusko-Morizet, c'est le cas de tous les concurrents.

Un soutien tardif et du bout des lèvres

Fortement sollicité par Sarkozy, Juppé, Fillon et Le Maire, le président des Hauts-de-France avait indiqué qu'il ferait connaître son choix pour le premier tour. Mais réflexion faite, ce n'est plus si sûr... Interrogé ce jeudi par RTL, il laisse entendre qu'il pourrait attendre «le dernier débat» pour se prononcer. Ou, peut-être pas. L'extrême incertitude des sondages qui n'excluent plus une qualification de Fillon au deuxième tour serait-elle corrélée à la prudence de Bertrand ? «Absolument pas» proteste l'un de ses proches.

S'agissant de compétitions au sein de son camp, ce ne serait pas la première fois que l'élu picard se contente d'un soutien du bout des lèvres, à la dernière minute. Déjà très convoité, en 2012, quand François Fillon et Jean-François Copé se disputaient la présidence de l'UMP, il ne s'était prononcé que trois semaines avant le scrutin. Pour Fillon. Ce qui ne l'avait pas empêché, trois jours avant le vote, d'accueillir très chaleureusement Copé dans sa ville de Saint-Quentin pour un dernier meeting. A la surprise générale, il avait salué la «combativité» et rendu un vibrant hommage aux qualités de chef de parti de celui dont il était censé souhaiter la défaite.

[Alain Auffray](#)

Alain Juppé, le dernier round du vétéran

PAR SANDRINE ARRESTIER
sports@lavoixdunord.fr
FRANCE. «Je ne le regarde pas, il ne me regarde pas.» La Busserine, quartiers Nord de Marseille. Au pied des barres, Rebai, la quarantaine désabusée, toise Alain Juppé, englouti sous une nuée de micros. «C'est son business... », souffle Sofiane. La visite du candidat ne soulève pas d'enthousiasme. Pas d'hostilité manifeste non plus: «On a parlé avec les habitants et les guetteurs, sinon il ne rentrait pas», décrypte Hicham, grandi à Félix-Pyat, une autre cité. Alain Juppé fait le job, alpague un môme, s'arrête au commissariat. Dans un salon de thé, des associations ont été conviées; séquence dialogue. Il écoute, prend des notes. «C'est à vous de nous dire votre programme!», coupe un homme. Juppé ne tique pas. Il explique inlassablement, enrobe aussi; éviter de cliver. «Cinéma! Dans le contact, tous les politiques sont parfaits», rumine Fatima Mostefaoui, ardente porte-parole de la coordination Pas sans nous.

Plus de deux ans de campagne

Le port, vue d'un autre genre, heureuse, plus en phase avec cette identité qu'il défend. Sur la digue, on se presse pour des selfies. Adolescentes en fougelle. À 71 ans, Juppé a pourtant dépassé l'âge de la retraite. «J'aime la jeunesse de ses idées», objecte Rémy, un militant de 20 ans. Visiblement populaire, le candidat

pose, soucieux de se défaire de cette raideur technocratique qui lui colle au costume, lui dont le summum de la décontraction en public se borne à jeter sa veste sur l'épaule. «C'est un homme discret et extrêmement pudique», défend Franck Dhersin. Le maire de Tétéghem, revenu de N. Sarkozy, l'a côtoyé lors de la construction de l'UMP. «Même dans ses marques d'amitié, il n'y a pas d'effusions, c'est d'autant plus fort quand il vous met la main sur l'épaule et sourit...» 800 jours en tout cas qu'il va au contact, quatre déplacements par semaine depuis l'été. «Ce n'est pas une contrainte, estime David Teillet, chargé de son agenda, c'est comme un sportif qui, pour gagner, doit faire un certain nombre d'entraînements.» Le rythme est soutenu. «Mes batteries durent plus longtemps que celles du micro», rétorque Alain Juppé devant 600 élus locaux à Lesquin. Maître de ses sujets, didactique, il déroule ses idées. Pas de punchlines, peu d'attaques, surtout pas de buzz, ça ronronne presque. «Le président de la République doit dialoguer mais comme un enseignant avec des étudiants, sans fausse convivialité. Il n'est pas le copain de tout le monde qui tape sur le ventre et les fesses», approuve Jean-René Lecerc. Parmi ses «collègues», le maire de Bordeaux est à l'aise. La charge municipale l'aurait changé, le président (ex-LR) du conseil départemental du Nord en est persuadé: «Être un crack, le meilleur d'entre nous, ne suffit pas. C'était un homme

très froid. Les épreuves et surtout l'expérience de maire lui ont donné une dimension humaine.» La journée s'achève. Il est temps. Après 23 h, selon son entourage, Alain Juppé «grogne». La veille, il répondait à «l'Émission politique» de France 2. «C'était dur, avec des journalistes amicaux», grince-t-il. Malgré l'influence de sa femme, Isabelle, son discret pilier, une ancienne de La Croix, l'homme ne raffole pas des médias. Il les lirait peu d'ailleurs. «Il ne bouffe pas de politique», confie un proche. Il est pourtant tout entier tourné vers l'objectif, se gardant juste des sas de décompression, un pont à Hossegor, ses Landes natales, une après-midi avec sa benjamine, Clara (21 ans), des poésies dites par Luchini... Il s'entretient aussi, un peu de gym avec un coach sportif, une heure de natation. «C'est son moment», assure son équipe. Car Juppé est revenu en grâce, come-back après la chute, la condamnation, en 2004. «L'homme s'est patiné, cuirassé, il a dû résister, a payé pour d'autres. C'est une histoire de résilience», analyse un converti, Vincent Leignel, ancien élu PS à Dunkerque. Il a pris une hauteur, c'est son côté gaulliste. Il a une stature d'homme d'État qui veut apaiser, fédérer au-delà de son propre camp.» Dans un combat physique et tactique, Alain Juppé a lissé son image coupante. L'ancien Premier ministre des grandes grèves de 1995 est un sanguin qui se contrôle, mais prêt à en découdre. ■



Le Maire essaie de limiter la casse

Longtemps troisième homme des sondages, il a décroché après le premier débat télévisé. L'ex-ministre de l'Agriculture a tout misé sur le « renouveau ».

Le « renouveau ». Un mot qu'il aura martelé durant toute la campagne. Un slogan répété jusqu'à plus soif dans les meetings, imprimé sur les tee-shirts très marketing des « Jeunes avec BLM » : « Le renouveau, c'est Bruno. La primaire, c'est Le Maire. » Et à une encablure du premier tour de la primaire, le jour où Emmanuel Macron se lance dans la course présidentielle, c'est encore au « renouveau » que fait désespérément appel Bruno Le Maire. « Cela change la donne », a ainsi admis le député de l'Eure, interrogé mercredi matin sur BFMTV. A gauche, bien sûr, a-t-il pointé. Mais aussi à droite, veut-il encore croire.

Car Bruno Le Maire a surtout souligné que partout le renouvellement était en marche : avec Emmanuel Macron, chez les Verts, au FN avec une Marine Le Pen qui n'a jamais gouverné. Assurant que si « le seul parti qui ne se renouvelle pas, c'est le parti de la droite et du centre, ça nous met en risque pour l'élection de 2017 ». Sous-entendu, votez pour moi.

Sauf que longtemps troisième homme dans les sondages sur la primaire, Bruno Le Maire, qui avait réussi à frôler les 30 % des voix pour la présidence de l'UMP face à Nicolas Sarkozy, décroche dans les intentions de vote. Désormais loin derrière François Fillon alors qu'il était en-

core donné à égalité avec lui il y a un mois. Dans l'enquête Elabe pour BFMTV et « L'Opinion » publiée mercredi, il est crédité de 7 %, quand l'ex-Premier ministre fait un bond à 21 %, derrière Alain Juppé (34 %) et Nicolas Sarkozy (30 %).

Alors si son équipe clame, à l'instar de son conseiller politique, Sébastien Lecornu, président du Conseil général de l'Eure, qu'il « y a un vrai écart entre le ressenti sur le terrain et les sondages », si Bruno Le Maire martèle, pour mobiliser à la veille de ce scrutin incertain, qu'il n'y a « pas de place pour le doute », il « est un peu sorti des écrans radars, redoute un soutien. Ceux qui nous disaient, "on va voter Bruno Le Maire car on ne veut pas d'Alain Juppé et de Nicolas Sarkozy" nous disent là, "on va voter François Fillon" ».

« Pas pris le bon train »

Tous reconnaissent, Bruno Le Maire en tête, que le premier débat télévisé de la primaire n'a pas été une bonne opération pour lui. Et puis, celui qui n'a cessé de fustiger dans ce trio « l'ancien régime » voit que l'époque, avec le terrorisme, l'incertitude à l'international, oscille entre désir de sortir les sortants et réassurance, besoin de protection. « Son intuition depuis le début est la bonne, notre

électorat ne veut pas du duel, mais nous n'avons pas pris le bon train, ça n'a pas pris comme cela aurait dû », estime un élu fidèle, qui comme d'autres, lui a conseillé d'être « plus naturel, plus authentique ».

Ses concurrents ont, eux, taclé durant la campagne un « renouveau qui sonne creux ». « Il ne suffit pas de sauter sur sa chaise en disant "renouveau" pour l'incarner », pointe-t-on dans une autre écurie. Et Bruno Le Maire, qui a quadrillé le terrain par des centaines de déplacements et longuement tissé son réseau, a eu beau brandir - peut-être trop - les « 1.000 pages » de son « contrat présidentiel », il a eu du mal à faire percer quelques grandes mesures, hormis la suppression du collège unique ou de l'ENA, ou la fin du cumul des mandats et la démission de la fonction publique.

Ce n'est pas un hasard si pour le dernier débat ce jeudi soir, « fondamental » reconnaît Sébastien Lecornu, il veut montrer qu'il a un « programme extrêmement détaillé, sérieux, solide sur le fond ». Comme pour se rattraper, lui qui compte bien peser sur l'après à droite. ■

par Isabelle Ficek



La baisse de la CSG, une mesure phare pour se démarquer

Il a brandi un projet de 1.000 pages. Mais ses concurrents l'accusent de faire des « coups » plus que de présenter un programme.

La baisse de la CSG

Nicolas Sarkozy propose une baisse de 10 % de l'impôt sur le revenu ? Bruno Le Maire, lui, cherche à se différencier avec une baisse de la CSG qu'il est le seul à promettre parmi les candidats à la primaire de droite. Un geste qui, souligne-t-il, concerne « tout le monde ». « Le travail doit payer davantage, la CSG finance l'Etat providence. Or Bruno Le Maire veut recentrer l'Etat sur ses missions régaliennes et veut marquer un coup d'arrêt dans la progression des dépenses de la sphère sociale. Et la CSG concerne les salariés, les retraités, les personnes qui touchent les revenus des transferts sociaux, mais aussi les investisseurs », explique Olivier Bouchery, chargé du projet.

Des « emplois-rebonds » rémunérés en deçà du SMIC

Il est le seul à aller jusqu'à proposer, pour les personnes très éloignées de l'emploi, bénéficiaires du RSA, ce qu'il a appelé des « emplois-rebonds », rémunérés sous le SMIC. Ces

contrats, de 20 heures maximum par semaine, seraient limités à une durée d'un an.

« Privatiser Pôle emploi »

»

Bruno Le Maire estime qu'il faudrait « privatiser Pôle emploi » ou plutôt, confier « l'accompagnement personnalisé » des demandeurs d'emploi au « privé ou aux associations ».

Eteindre le statut de la fonction publique territoriale

Lui qui a annoncé vouloir, sur deux quinquennats, supprimer 1 million de postes de fonctionnaires, voit dans les effectifs de la fonction publique territoriale un gisement important de suppressions. Il justifie sa proposition de fin du statut de la fonction publique territoriale comme une souplesse donnée aux élus dans la gestion de leur personnel.

Supprimer l'ENA

Lui-même énarque, Bruno Le Maire a repris une vieille idée : la suppression

de l'ENA. « Elle a rempli son office pendant des années, formé des fonctionnaires de grande qualité. Mais nous entrons dans un monde nouveau : celui des entrepreneurs, de la créativité, de l'innovation », justifiait-il, annonçant vouloir remplacer l'ENA par une « école d'application » sur le modèle de l'Ecole de guerre. Les hauts fonctionnaires « les plus méritants », pourraient y avoir accès « au bout de dix ans, pour leur permettre de franchir une nouvelle étape dans leur parcours professionnel ».

La fin du cumul des mandats dans le temps

Bruno Le Maire propose le non-cumul entre une fonction gouvernementale et un mandat exécutif local, mais surtout, le non-cumul dans le temps, c'est-à-dire, l'impossibilité d'effectuer plus de trois mandats consécutifs, afin de renouveler le personnel politique. ■

par I. F.



« Il faut dialoguer avec le FN »

Présidentielle Crédité d'un maigre score au premier tour, Jean-Frédéric Poisson s'en moque. Il a gagné son pari : faire connaître ses idées, à droite toute !

Propos recueillis par Charles De Saint-Sauveur et Charles Sapin

Jean-Frédéric Poisson, président du Parti chrétien-démocrate, conclura demain à Marseille (Bouches-du-Rhône) sa course pour la primaire de la droite et du centre. Des sept candidats, ce prof de philosophie de 53 ans, député souverainiste des Yvelines, est le seul à ne pas être écarté chez les Républicains. Avantage : cela lui a permis d'éviter l'écueil des parrainages. Inconvénient : il est longtemps resté dans l'ombre, avant d'être révélé au public par le premier débat télévisé.

Vous plafonnez à 3 % dans les sondages mais, désormais, les Français vous connaissent. Mission accomplie ?

Jean-Frédéric Poisson. Pas tout à fait car il reste à mieux identifier le projet que je porte. Je crois à une droite qui soit conservatrice de manière tranquille sur les sujets de société, souverainiste sur le plan européen, pas atlantiste, ni libérale. Cette droite-là existe depuis longtemps en France, mais elle est éclatée et doit être rassemblée. La réussite de ma campagne, c'est d'avoir initié ce regroupement, et déclenché chez beaucoup l'envie de s'engager de manière militante. Pour nous, les choses ne s'arrêtent pas dimanche.

Qu'est-ce qui vous distingue des autres candidats ?

Moi, je n'étais pas sur la passerelle du « Titanic » quand il a sombré le 7 mai 2012. Nous vivons les conséquences d'une très lente érosion de la puissance de l'Etat, de la cohésion sociale et nationale... Ces problèmes, que je sache, ne datent pas que de l'élection de François Hollande. Mes six concurrents veulent nous faire oublier ce qu'ils ont dit et fait quand ils étaient au pouvoir. Ils veulent aujourd'hui régler les problèmes qu'ils n'ont pas su régler hier. Contrairement à d'autres, mes convictions ne varient pas. Et je ne pompe pas certaines de mes idées chez le voisin, comme François Fillon le fait en reprenant mes thématiques et même mes mots.

Sur les sujets de société, vous prônez un « conservatisme tranquille ». Mais abroger le mariage gay, ça ne se ferait pas sans difficulté !

Cela se fera tranquillement, et rapidement. Car cette loi, outre qu'elle affaiblit le mariage comme institution, porte en elle des menaces sur la filiation et la marchandisation des enfants. Elle prépare l'émergence dans nos textes législatifs des mères porteuses. J'ai une opposition de principe à la loi Taubira, comme beaucoup de Français. Je suis le seul à vouloir l'abroger.

Pourquoi vouloir supprimer le droit du sol ?

Il est naïf de considérer qu'il n'y a pas eu de déstabilisation de la France

depuis trente ans à cause de l'immigration. Tous les Français ne peuvent pas dire que l'immigration est une chance, tout simplement parce que leur vie quotidienne ne le leur permet pas. La France est un pays généreux et ouvert, mais je ne pense pas qu'il ait vocation à être multiculturel. Nous n'avons pas vocation à devenir une mosaïque de communautés ou une société à l'anglo-saxonne, c'est pourtant ce que je vois se profiler. La nationalité française doit être réservée à la transmission par la naissance.

Vous avez déclaré qu'il y a « un problème avec l'islam en France ». Que voulez-vous dire ?

Une partie minoritaire des musulmans a une vision radicale de l'islam et veut nous l'imposer par la force. Il faut les combattre fermement avec tous les outils de la loi. Il faut se mettre d'accord sur une charte éthique et politique et vérifier qu'elle est effectivement respectée par les prêcheurs.

Qu'est-ce qui vous différencie du Front national, au fond ?

Je suis contre sa vision « laïcarde » de la société, la peine de mort, le tout-Etat en matière d'éducation et d'économie. Le FN dit cependant un certain nombre de choses qu'il faut entendre. Lorsqu'il parle du sentiment d'abandon dans les banlieues ou dans les zones rurales, ou qu'il critique la construction européenne, je trouve qu'il peut avoir raison. Il

faut dialoguer avec le FN. Il ne m'appartient pas de dire qui fait partie de la République et qui n'en fait pas partie.

Le journal d'extrême droite « Minute » appelle à voter pour vous...

Je prends note de son soutien. Je suis heureux d'avoir trouvé un journal qui s'intéresse au travail et aux conséquences nuisibles de l'ultralibéralisme sur la société française. ■

« J'ai une opposition de principe à la loi Taubira », rappelle Jean-Frédéric Poisson, qui s'est engagé, en cas de victoire, à abroger le mariage pour tous.

par @csapin



SA MÉTHODE

« Redonner du temps »

« Je fais en sorte que le chef de l'Etat ne se mêle pas du boulot du Premier ministre, comme c'est le cas depuis trop longtemps, le tout sur la base d'un septennat unique. Ensuite, je rééquilibre les effectifs des cabinets : ceux de l'Elysée et de Matignon sont beaucoup trop étoffés, comparés à ceux des ministères. La conséquence,

c'est que le président et le Premier ministre contrôlent tout et que les ministres perdent en initiative, donc en confiance. S'agissant de la méthode de gouvernement, redonnons du temps aux débats. Plus on est en situation de crise, plus il en faut pour associer les Français aux décisions. Mes concurrents disent il faut faire

vite, quitte à couper le sifflet aux gens. En parlementaire chevronné, je pense l'inverse : il faut afficher une ligne ferme, constante, tout en laissant le temps aux réformes de mûrir. » ■



SA MESURE PHARE

« Rétablir le service national »

« Je veux rétablir le service national pour tous, d'une durée de dix mois. Il serait militaire et sur la base du volontariat pour 10 % d'une classe d'âge (entre 60 000 et 80 000 personnes). Pour les autres, il s'effectuerait partout où il y a des besoins (musées, écoles, hôpitaux, stations-service etc.). L'accès à l'autonomie des jeunes est de plus en plus tardif, c'est un problème. Ce service national, c'est un rite de passage à l'âge adulte qui permet de se plonger dans le bain professionnel, un brassage social et l'apprentissage de règles de vie collective. » ■



POLITIQUE

PRÉSIDENTIELLE

Le Pen veut importer le modèle Trump

La candidate du Front national pour 2017 présentait hier son local de campagne. Elle et son équipe jalourent la victoire aux élections du milliardaire populiste américain.

Marine Le Pen inaugurerait hier son local de campagne parisien, dans la très chic rue du Faubourg-Saint-Honoré. Entourée d'une bonne partie de son équipe de campagne, elle espère faire de ce numéro 262, un appartement transformé de 250 mètres carrés au deuxième étage d'un immeuble cosu, une « escale » (et c'est ainsi qu'elle l'a baptisé) avant l'élysée, au 55, de la rue du même nom. Un choix et une mise en scène qui tranchent avec le discours servi par la présidente du Front national.

Jusqu'ici, Marine Le Pen s'est laissé conseiller par Florian Philippot une rareté médiatique toute méditerranéenne. Hier, elle voyait dans l'élection présidentielle « ce moment unique où une personnalité recherche auprès des Français l'adhésion à un projet pour la France », une « rencontre » au sens gaullien du terme Philippot, encore. Elle aura moins de mal à se glisser dans le costume d'une Trump à la française : même « critique des élites », même aspiration d'un retour à la « grandeur » du pays, même affirmation de parler « au nom du peuple » et même fortune héritée de papa. Qu'importe, elle et les membres de son comité stratégique de campagne présents hier rêvent d'une campagne « anti-établissement », calquée sur le grand frère américain.

La candidate d'extrême droite a présenté son logo de campagne, une rose bleue, comme le mélange d'« un symbole de la gauche » et de « la cou-

leur bleue de la droite ». Personne n'a relevé que la fleur se termine en fleur et non moucheté ! Selon Marine Le Pen, cette chimère horticole signifie « l'avènement d'un événement présenté comme inaccessible ». Et de développer en long et en large ces « leçons » politiques venues d'outre-Manche ou d'outre-Atlantique, la victoire des partisans du Brexit et l'élection de Donald Trump, qui prouveraient que « rien n'est impossible ». Le secrétaire général du FN, Nicolas Bay, estime que « les Français ne veulent pas des candidats que le système leur impose ». Bruno Gollnisch, ex-dauphin de Jean-Marie Le Pen et membre du comité stratégique de campagne, assure qu'il est « possible de gagner contre l'établissement » politique et médiatique. Jean-Lin Lacapelle, le secrétaire national aux fédérations, qui s'occupera de la campagne militante, rêve d'un mouvement d'ampleur : « Nous sommes déjà dans la bataille, attendons de voir quels seront les candidats du système » Car, bien que pour l'instant aucun ne veuille répondre à la question, la désignation de l'adversaire est déterminante. Marine Le Pen est selon les sondages assurée de passer le premier tour de l'élection, mais il faudra bien adapter son discours au second. « Peu importe, pour Nicolas Bay, gauche et droite sont empêtrées dans leurs primaires et tellement fragmentées » Le positionnement droitier de Nicolas Sarkozy pourrait coûter en voix au premier tour, mais au second « les Français préféreront toujours

l'original à la copie », avait coutume de dire l'ancien président du FN. Quant à un duel avec Alain Juppé, Bruno Gollnisch veut se rassurer : « Dans ce cas, un quart des Républicains voteront pour nous. » Pour l'instant, ils jugent la gauche « disqualifiée ».

Les cadres FN Philippot, Gollnisch, Bay et Lacapelle, mais aussi David Rachline, Stéphane Ravier, Bruno Bilde, Gilbert Collard, tous membres de l'équipe de campagne, comme Wallerand de Saint-Just, Steeve Briois ou Marion Maréchal-Le Pen, absents affichaient hier leur confiance, entre une interview et un petit-four. Le moment se voulait convivial, sous les affiches détournées par les petites mains du parti : Clint Eastwood (« Le seul à avoir soutenu Trump », applaudit Le Pen) en Dirty Harry, rose bleue au poing, Albert Einstein (!) et une silhouette de Banksy auréolés de bleu, les Tontons flingueurs qui n'auraient peut-être pas goûté de se retrouver au terminal « des prétentieux » Ambiance détendue ? On y a tout de même entendu Stéphane Ravier évoquer avec un journaliste, à propos de la crise des réfugiés, une « immigration de remplacement », un phénomène de « repeuplement » auquel il dit faire face à Marseille. Sur les affiches, le logo du Front national a disparu, le nom de famille de la candidate aussi, mais le fonds de commerce, sans surprise, n'est pas liquidé. ■

par *Grégory Marnin*

Parution : Quotidienne

Diffusion : 36 931 ex. (Diff. payée Fr.) - © OJD PV 2015

Audience : 363 000 lect. (LNM) - © AudiPresse One 2015/2016



Tous droits réservés L'Humanité 2016

5E54C99B72A0050CE0580703A60321DF6361180A65BA7128E79F1AC

Macron rêve de débloquent le système politique

Le fondateur d'En marche a annoncé mercredi sa candidature à l'Élysée. Il se veut à la fois anti-système et rassembleur.

Le ton était solennel, la mise en scène soignée, le lieu méticuleusement choisi et les journalistes nombreux... Mercredi matin, Emmanuel Macron s'est officiellement porté candidat à l'élection présidentielle de 2017. Sur une estrade disposée au milieu de l'atelier de réparation automobile du Campus des métiers et de l'entreprise de Bobigny, en Seine-Saint-Denis, le fondateur d'En marche, trente-huit ans, a franchi l'étape la plus importante de son jeune parcours politique. « La décision de me présenter aux plus hautes charges de la République est le fruit d'une conviction intime et profonde, d'un sens de l'histoire et d'une conscience aiguë des temps qui sont les nôtres », a-t-il déclaré. « C'est une décision irrévocable » même si François Hollande se présentait, a-t-il précisé le soir sur France 2.

Emmanuel Macron a fixé la barre très haut : se positionnant au centre de l'échiquier politique et voulant dépasser les clivages droite-gauche, il veut « rassembler les Français » sur son nom. « L'enjeu n'est pas pour moi aujourd'hui de rassembler la gauche, il n'est pas pour moi aujourd'hui de rassembler la droite », a-t-il souligné. Faisant le constat d'un système politique « bloqué », il a placé son message sous le signe de « l'optimisme de la volonté ». « La France doit retrouver confiance en elle et bâtir son projet », a-t-il insisté.

Réactions négatives

Le plus souvent très négatives, les réactions après cette déclaration de candidature n'ont pas manqué. De la gauche radicale à l'extrême droite en passant par les représentants du PS et de LR, les critiques ont fusé : d'une candidature « très embêtante pour la gauche » (Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS), au « nouveau masque pour le vieux monde » (Jean-Luc Mélenchon, candidat de la France insoumise à la présidentielle), en passant par « quelqu'un qui n'a aucune expérience et surtout qui n'a rien démontré pour le moment » (François Fillon, candidat à la primaire de la droite). Des attaques accueillies avec une certaine philosophie par les proches d'Emmanuel Macron. « Quand les tenants du système les plus apparatus disent du mal de nous, cela nous renforce », estime Benjamin Griveaux, son porte-parole.

Même si elle était anticipée, la candidature d'Emmanuel Macron a fait l'effet d'un électrochoc. Sa candidature perturbe. Elle fragilise un peu plus la candidature du futur candidat PS, alors que la gauche doit déjà compter avec la présence de Jean-Luc Mélenchon, parti en campagne en début d'année, et sur celle de l'écologiste Yannick Jadot, s'il réussit à récolter ses 500 signatures pour pouvoir se présenter. Elle risque aussi de provoquer quelques interférences sur une primaire de la droite

à l'issue incertaine, à quatre jours de son premier tour.

Sur le fond, sa démarche de rassemblement est jugée périlleuse, alors que le pays se divise de plus en plus à l'approche de la présidentielle. « Le clivage gauche-droite est plus que jamais là », rappelle un parlementaire. Pris entre les luttes fratricides de la droite et les soubresauts d'une gauche déchirée en fin de mandat, Emmanuel Macron devra faire vivre sa candidature au-delà de l'effet d'annonce. Il devra aussi engranger des soutiens alors que la période n'est pas propice pour des députés socialistes en pleine période d'investiture et prévenus qu'un appui à Macron peut valoir une exclusion une fois que le PS aura un candidat.

Un pari très audacieux

Sa campagne va s'articuler autour de nombreux déplacements - le premier ce jeudi à Marseille - et la publication d'un livre en fin de semaine prochaine. Il prévoit aussi des déplacements à l'international, notamment en Afrique du Nord et aux États-Unis. Emmanuel Macron l'a dit dans son discours de déclaration, il veut parler à tous les Français, pour les réunir. Son pari : se poser en leader d'une gauche moderne, séduire le centre et une partie de la droite, et ramener quelques électeurs partis à l'extrême droite. Un pari très audacieux. ■

par Grégoire Poussielgue

